



ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE

CONSEIL COMMUNAL DU 15 DÉCEMBRE 2021
GEMEENTERAAD VAN 15 DECEMBER 2021

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

15.12.2021/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

15.12.2021/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 24 novembre 2021; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 24 novembre 2021, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 24 november 2021; goedkeuring.

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 24 november 2021. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

1 annexe / 1 bijlage
PV 24.11.2021.pdf

15.12.2021/A/0003 **Conseillère communale; démission.**

Le Conseil,

Vu sa lettre du 6 décembre 2021 par laquelle Mme Hayat Mazibas, Conseillère communale appartenant à la Liste Ecolo, déclare renoncer à l'exercice de son mandat de Conseillère communale ;

Décide :

de prendre acte de la démission de Mme Hayat Mazibas de ses fonctions de Conseillère communale et de l'accepter.

1 annexe / 1 bijlage
Démission Mme H. Mazibas.pdf

15.12.2021/A/0004 **Personnel communal non enseignant ; Statut pécuniaire; Modifications.**

Le Conseil communal,

Vu les articles 117, 145 et 147 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2017 fixant les

dispositions générales en matière de statut pécuniaire et d'échelles de traitement du personnel communal, notamment en ses articles 3, 4 et 10 ;

Vu l'article 3 de l'arrêté précité, qui fixe l'avancement au code 2 des grades A, B, C, D et E à la condition d'ancienneté de grade de six années et à une évaluation favorable ;

Vu l'article 4 de l'arrêté précité, qui fixe l'avancement au code 3 des grades A, B, C, D et E à la condition d'ancienneté de grade de quinze années et à une évaluation favorable ;

Vu l'article 10 de l'arrêté précité, qui fixe son entrée en vigueur au 30 juin 2020 ;

Vu le statut pécuniaire des agents de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, dont ses articles 8, 9 et 10 ;

Considérant que l'article 8 du statut pécuniaire précité dispose que les agents reçoivent un supplément de traitement « code 2 » après 9 ans d'ancienneté et « code 3 » après 18 ans d'ancienneté, moyennant un avis favorable et une formation continuée ;

Considérant que l'article 9 du même statut pécuniaire établit un « régime particulier », aussi dénommé « carrière accélérée », permettant l'octroi d'un supplément de traitement « code 2 » après 6 années d'ancienneté et « code 3 » après 15 années d'ancienneté, moyennant un avis favorable et une formation professionnelle (éventuellement complémentaire) ;

Considérant, partant, qu'il y a lieu de modifier l'article 8 du statut pécuniaire évoqué en réduisant l'ancienneté requise pour le supplément de traitement « code 2 » de 9 à 6 années et « code 3 » de 18 à 15 années et en supprimant la condition relative à la formation continuée ;

Considérant, en outre, que le « régime particulier » prévu par l'article 9 du même statut pécuniaire doit être abrogé, sauf en son dernier alinéa, disposant que « lors du recrutement d'un membre du personnel provenant d'un pouvoir local qui applique la Charte sociale, le membre du personnel continuera à bénéficier de son ancienneté de grade, de l'évaluation acquise et de la formation. Les agents qui bénéficient déjà d'un supplément de traitement (code 2 ou 3) conservent cet avantage. » ;

Considérant, que l'article 10 du statut pécuniaire précité ne doit plus faire référence à une « formation professionnelle » lui non plus, la condition étant abrogée ;

Vu la circulaire CIRC 2021/12 du 15.10.2021 de Bruxelles Pouvoirs Locaux relative à la mise en œuvre dudit protocole ;

Vu la circulaire CIRC 2021/13 du 19.10.2021 de Bruxelles Pouvoirs Locaux relative à répartition des moyens régionaux entre les Communes ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu les négociations syndicales et les protocoles en résultant en date du 8 novembre 2021 et 13 décembre 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 24 novembre 2021 approuvant le protocole d'accord sectoriel 2021/1 conclu au sein du comité de négociation C- Comité des services publics locaux sous-section Région de Bruxelles-Capitale pour les années 2021 à 2025 ;

Décide :

- de modifier l'article 8 du statut pécuniaire des agents de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, de « - **Article 8.** - Régime général. Les membres du personnel rémunéré par une échelle barémique attachée à un grade de recrutement encore dénommé code 1 obtiennent un supplément de traitement après 9 ans d'ancienneté de grade à la condition d'avoir une évaluation favorable et d'avoir suivi la formation continuée. Les membres du personnel obtiennent un 2^{ème} supplément de traitement après 18 années d'ancienneté de grade à la condition d'avoir une évaluation favorable et d'avoir suivi une formation continuée. »

à

« - **Article 8.** - Régime général. Les membres du personnel rémunéré par une échelle barémique attachée à un grade de recrutement encore dénommé [«]code 1[»] obtiennent

un supplément de traitement après [6] ans d'ancienneté de grade à la condition d'avoir une évaluation favorable [~~et d'avoir suivi la formation continuée~~]. Les membres du personnel obtiennent un [deuxième] supplément de traitement après [15] années d'ancienneté de grade, à la condition d'avoir une évaluation favorable [~~et d'avoir suivi une formation continuée~~]. » ;

- de modifier l'article 9 du statut pécuniaire des agents de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, de « - **Article 9. - Régime particulier.** Les membres du personnel se voient attribuer plus rapidement le supplément de traitement (code 2) visé à l'article 8 en suivant une formation professionnelle bien définie qui procure une plus-value à la fonction exercée. Ce premier supplément est accordé après 6 ans d'ancienneté de grade sous réserve d'évaluation favorable. Les membres du personnel obtiennent le deuxième supplément de traitement en suivant une formation professionnelle complémentaire et à la condition d'avoir une évaluation favorable. Pour ce deuxième supplément de traitement (code 3), l'agent doit avoir 12 ans d'ancienneté de grade et bénéficier depuis 4 ans du supplément de traitement code 2. Lors du recrutement d'un membre du personnel provenant d'un pouvoir local qui applique la Charte sociale, le membre du personnel continuera à bénéficier de son ancienneté de grade, de l'évaluation acquise et de la formation. Les agents qui bénéficient déjà d'un supplément de traitement (code 2 ou 3) conservent cet avantage. »

à

« - **Article 9. - [Application de la charte sociale lors des recrutements].** [~~Les membres du personnel se voient attribuer plus rapidement le supplément de traitement (code 2) visé à l'article 8 en suivant une formation professionnelle bien définie qui procure une plus-value à la fonction exercée. Ce premier supplément est accordé après 6 ans d'ancienneté de grade sous réserve d'évaluation favorable. Les membres du personnel obtiennent le deuxième supplément de traitement en suivant une formation professionnelle complémentaire et à la condition d'avoir une évaluation favorable. Pour ce deuxième supplément de traitement (code 3), l'agent doit avoir 12 ans d'ancienneté de grade et bénéficier depuis 4 ans du supplément de traitement code 2.~~] Lors du recrutement d'un membre du personnel provenant d'un pouvoir local qui applique la Charte sociale, le membre du personnel continuera à bénéficier de son ancienneté de grade, de l'évaluation acquise et de la formation. Les agents qui bénéficient déjà d'un supplément de traitement (code 2 ou 3) conservent cet avantage. »

- de modifier l'article 10 du statut pécuniaire des agents de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, de « - **Article 10. - Régime transitoire.** Les membres du personnel en fonction à la date du 31/12/1996 sont sensés avoir suivi formation professionnelle ci-dessus et posséder une évaluation favorable. Cette règle ne porte que sur la progression du membre du personnel concerné dans son niveau d'insertion.

à

« - **Article 10. - Régime transitoire.** Les membres du personnel en fonction à la date du 31/12/1996 sont [c]ensés [~~avoir suivi formation professionnelle ci-dessus et~~] posséder une évaluation favorable. Cette règle ne porte que sur la progression du membre du personnel concerné dans son niveau d'insertion.

- de donner aux modifications des articles 8, 9 et 10 du statut pécuniaire des agents de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode un effet rétroactif au 30 juin 2020, conformément à l'article 10 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2017 fixant les dispositions générales en matière de statut

pécuniaire et d'échelles de traitement du personnel communal.

- De modifier les échelles suivantes :

*** Avec effet (rétroactif) au 1^{er} janvier 2021**

AUXILIAIRE ADMINISTRATIF / OUVRIER AUXILIAIRE - E 1

Minimum : 13.286,18 € l'an, à l'indice 138.01

Maximum : 15.146,36 € l'an, à l'indice 138.01

Amplitude : 1/1 x 132,87 - 13/2 x 132,87

AUXILIAIRE ADMINISTRATIF / OUVRIER AUXILIAIRE - E 2

Minimum : 14.109,93 € l'an, à l'indice 138.01

Maximum : 15.970,11 € l'an, à l'indice 138.01

Amplitude : 1/1 x 132,87 - 13/2 x 132,87

AUXILIAIRE ADMINISTRATIF / OUVRIER AUXILIAIRE - E 3

Minimum : 14.933,68 € l'an, à l'indice 138.01

Maximum : 16.793,87 € l'an, à l'indice 138.01

Amplitude : 1/1 x 372,02 - 13/2 x 372,02

RESPONSABLE D'EQUIPE - E 4

Minimum : 14.827,36 € l'an, à l'indice 138.01

Maximum : 20.035,64 € l'an, à l'indice 138.01

Amplitude : 1/1 x 372,02 - 13/2 x 372,02

ADJOINT ADMINISTRATIF / ADJOINT TECHNIQUE / OUVRIER - D 1

Minimum : 14.064,59 € l'an, à l'indice 138.01

Maximum : 19.285,75 € l'an, à l'indice 138.01

Amplitude : 1/1 x 372,94 - 13/2 x 372,94

ADJOINT ADMINISTRATIF / ADJOINT TECHNIQUE / OUVRIER - D 2

Minimum : 14.900,06 € l'an, à l'indice 138.01

Maximum : 20.133,96 € l'an, à l'indice 138.01

Amplitude : 1/1 x 373,85 - 13/2 x 373,85

ADJOINT ADMINISTRATIF / ADJOINT TECHNIQUE / OUVRIER - D 3

Minimum : 16.046,04 € l'an, à l'indice 138.01

Maximum : 21.305,42 € l'an, à l'indice 138.01

Amplitude : 1/1 x 375,67 - 13/2 x 375,67

ADJOINT ADMINISTRATIF-CHEF / ADJOINT TECHNIQUE-CHEF / CHEF D'EQUIPE - D 4

Minimum : 16.634,28 € l'an, à l'indice 138.01

Maximum : 24.074,72 € l'an, à l'indice 138.01

Amplitude : 1/1 x 531,46 - 13/2 x 531,46

*** Avec effet au 1^{er} janvier 2022**

ASSISTANT ADMINISTRATIF / ASSISTANT TECHNIQUE - C 1

Minimum : 14.514,59 € l'an, à l'indice 138.01

Maximum : 21.971,69 € l'an, à l'indice 138.01

Amplitude : 1/1 x 532,65 - 13/2 x 532,65

ASSISTANT ADMINISTRATIF / ASSISTANT TECHNIQUE - C 2

Minimum : 15.537,88 € l'an, à l'indice 138.01
Maximum : 23.013,18 € l'an, à l'indice 138.01
Amplitude : 1/1 x 533,95 - 13/2 x 533,95

ASSISTANT ADMINISTRATIF / ASSISTANT TECHNIQUE - C 3

Minimum : 17.169,68 € l'an, à l'indice 138.01
Maximum : 24.681,52 € l'an, à l'indice 138.01
Amplitude : 1/1 x 536,56 - 13/2 x 536,56

ASSISTANT ADMINISTRATIF-CHEF / ASSISTANT TECHNIQUE-CHEF - C
4

Minimum : 18.464,19 € l'an, à l'indice 138.01
Maximum : 26.646,91 € l'an, à l'indice 138.01
Amplitude : 1/1 x 584,48 - 13/2 x 584,48

Niet-onderwijzend gemeentepersoneel ; Geldelijk statuut; Wijzigingen.

De Gemeenteraad,

Gelet op de artikels 117, 145 en 147 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de bezoldigingsregeling en de weddeschalen van het gemeentepersoneel, inzonderheid de artikelen 3, 4 en 10 ;

Gelet op artikel 3 van bovengenoemd besluit, waarin de bevordering tot code 2 van de rangen A, B, C, D en E afhankelijk wordt gesteld van een anciënniteit van zes jaar in de rang en een gunstige beoordeling ;

Gelet op artikel 4 van bovengenoemd besluit, dat voor bevordering tot code 3 van de rangen A, B, C, D en E als voorwaarde stelt dat de betrokkene vijftien jaar anciënniteit in de rang heeft en een gunstige beoordeling heeft gekregen ;

Gelet op artikel 10 van voornoemd besluit, dat bepaalt dat het op 30 juni 2020 in werking treedt;

Gelet op de Bezoldigingsregeling voor het personeel van de gemeente Sint-Joost-ten-Node, met inbegrip van de artikelen 8, 9 en 10 ;

Overwegende dat artikel 8 van voornoemde Bezoldigingsregeling bepaalt dat de personeelsleden na 9 jaar anciënniteit een « code 2 »-salaristoelage en na achttien jaar anciënniteit een « code 3 »-salaristoelage ontvangen, onder voorbehoud van een gunstig advies en bijscholing ;

Overwegende dat artikel 9 van hetzelfde Bezoldigingsregeling voorziet in een « bijzondere regeling », ook wel « versnelde carrière » genoemd, op grond waarvan een « code 2 »-salaristoelage kan worden toegekend na een anciënniteit van zes jaar en een « code 3 »-salaristoelage na een anciënniteit van vijftien jaar, onder voorbehoud van een gunstig advies en een (eventuele) aanvullende beroepsopleiding ;

Overwegende dat artikel 8 van bovengenoemd Bezoldigingsregeling derhalve dient te worden gewijzigd door de anciënniteit die vereist is voor de « code 2 »-salaristoelage te verminderen van negen tot zes jaar en voor de « code 3 »-salaristoelage van achttien tot vijftien jaar, en door de voorwaarde inzake bijscholing te schrappen ;

Overwegende voorts dat de « bijzondere regeling » van artikel 9 van hetzelfde Bezoldigingsregeling moet worden ingetrokken, met uitzondering van de laatste alinea, die als volgt luidt : « Bij aanwerving van een personeelslid van een lagere overheid die het Sociaal Handvest toepast, blijft het personeelslid in het genot van zijn anciënniteit in de rang, de verworven beoordeling en de gevolgde opleiding. Personeelsleden die reeds een salarisaanvulling (code 2 of 3) ontvangen, behouden dit voordeel. » ;

Overwegende dat in artikel 10 van bovengenoemd Bezoldigingsregeling evenmin meer sprake mag zijn van « beroepsopleiding », aangezien deze voorwaarde is geschrapt ;

Gelet op de omzendbrief CIRC 2021/12 van Brusselse Plaatselijke Besturen van 15.10.2021 met betrekking tot de uitvoering van betrokken protocol ;
Gelet op de omzendbrief CIRC 2021/13 van Brusselse Plaatselijke Besturen van 19.10.2021 met betrekking tot de verdeling van de gewestelijke middelen tussen de gemeenten ;
Gelet op het artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;
Gelet op de vakbondsonderhandelingen en het daaruit voortvloeiende protocols op datum van 8 november 2021 en 13 december 2021 ;
Gelet de beraadslaging van de Gemeenteraad van 24 november 2021 dat het protocol van sectoraal akkoord 2021/1 afgesloten binnen het Onderhandelingscomité C – Comité van de Plaatselijke openbare diensten - Onderafdeling Brussels hoofdstedelijk Gewest voor de jaren 2021 tot 2025 aanneemt ;

Beslist:

- artikel 8 van de Bezoldigingsregeling voor het personeel van de gemeente Sint-Joost-ten-Node te wijzigen van « - Artikel 8. - Algemeen stelsel. De personeelsleden met een weddenschaal die is verbonden aan een wervingsgraad code 1 krijgen na 9 jaar graadanciënniteit een weddensupplement op voorwaarde dat ze gunstig beoordeeld zijn en de basisvorming hebben gevolgd. De personeelsleden krijgen na 18 jaar graadanciënniteit een tweede weddensupplement op voorwaarde dat ze gunstig beoordeeld zijn en de basisvorming hebben gevolgd. »

in

« - Artikel 8. - Algemeen stelsel. De personeelsleden met een weddenschaal die is verbonden aan een wervingsgraad [«]code 1[»] krijgen na [6] jaar graadanciënniteit een weddensupplement op voorwaarde dat ze gunstig beoordeeld zijn [~~en de basisvorming hebben gevolgd.~~]. De personeelsleden krijgen na [9] jaar graadanciënniteit een tweede weddensupplement op voorwaarde dat ze gunstig beoordeeld zijn [~~en de basisvorming hebben gevolgd.~~] »

- artikel 9 van het Bezoldigingsregeling van het personeel van de gemeente Sint-Joost-ten-Noode te wijzigen, van « - Artikel 9. - Bijzonder stelsel. De personeelsleden zullen de in Artikel 8 vermelde weddensupplement (code 2) vlugger toegekend krijgen als ze een duidelijk omschreven beroepsvorming volgen die hun functie een meerwaarde geeft. Die eerste weddensupplement wordt na 6 jaar graadanciënniteit toegekend op voorwaarde dat de personeelsleden gunstig beoordeeld zijn. De personeelsleden krijgen de tweede weddensupplement toegekend als ze een aanvullende beroepsvorming volgen en op voorwaarde dat ze gunstig beoordeeld zijn. Voor die tweede weddensupplement (code 3) moet de ambtenaar 12 jaar graadanciënniteit hebben en sinds 4 jaar weddensupplement code 2 hebben. Bij de aanwerving van een personeelslid afkomstig van een plaatselijk bestuur dat eveneens het sociaal handvest toepast, zal dat personeelslid zijn graadanciënniteit alsmede zijn evaluatie en vorming behouden. De personeelsleden die reeds het genot hadden van een weddensupplement (code 2 of 3) behouden dit voordeel. »

in

« - Artikel 9. - [Toepassing van het Sociaal Handvest op aanwerving]. [~~De personeelsleden zullen de in Artikel 8 vermelde weddensupplement (code 2) vlugger toegekend krijgen als ze een duidelijk omschreven beroepsvorming volgen die hun functie een meerwaarde geeft. Die eerste weddensupplement wordt na 6 jaar graadanciënniteit toegekend op voorwaarde dat de personeelsleden gunstig beoordeeld zijn. De personeelsleden krijgen de tweede~~

weddensupplement toegekend als ze een aanvullende beroepsvorming volgen en op voorwaarde dat ze gunstig beoordeeld zijn. Voor die tweede weddensupplement (code 3) moet de ambtenaar 12 jaar graadanciënniteit hebben en sinds 4 jaar weddensupplement code 2 hebben.] Bij de aanwerving van een personeelslid afkomstig van een plaatselijk bestuur dat eveneens het sociaal handvest toepast, zal dat personeelslid zijn graadanciënniteit alsmede zijn evaluatie en vorming behouden. De personeelsleden die reeds het genot hadden van een weddensupplement (code 2 of 3) behouden dit voordeel. » ;

- artikel 10 van het Bezoldigingsregeling van het personeel van de gemeente Sint-Joost-ten-Node te wijzigen van « - Artikel 10. - Overgangsstelsel. De personeelsleden die op 31/12/1996 in dienst waren, worden verondersteld de beroepsvorming gevolgd te hebben en gunstig geëvalueerd te zijn. Deze regel geldt enkel voor de evolutie van het betrokken personeelslid binnen zijn inschakelingniveau. »

in

« - Artikel 10. - Overgangsstelsel. De personeelsleden die op 31/12/1996 in dienst waren, [~~worden verondersteld de beroepsvorming gevolgd~~] te hebben en gunstig geëvalueerd te zijn. Deze regel geldt enkel voor de evolutie van het betrokken personeelslid binnen zijn inschakelingniveau. »

- de wijzigingen van de artikelen 8, 9 en 10 van de Bezoldigingsregeling van het personeel van de gemeente Sint-Joost-ten-Node terugwerkende kracht te geven tot 30 juni 2020, overeenkomstig artikel 10 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de bezoldigingsregeling en de weddeschalen van het gemeetepersoneel.

- De modifier les échelles suivantes :

*** Met (terugwerkende) kracht vanaf 1 januari 2021**

ADMINISTRATIEVE HULPKRACHT / HULPARBEIDER - E 1

Minimum : 13.286,18 per jaar, met index 138.01

Maximum : 15.146,36 € per jaar, met als index 138.01

Weddenverhogingen : 1/1 x 132,87 - 13/2 x 132,87

ADMINISTRATIEVE HULPKRACHT / HULPARBEIDER AUXILIAIRE - E 2

Minimum : 14.109,93 € per jaar, met index 138.01

Maximum : 15.970,11 € per jaar, met index 138.01

Weddenverhogingen : 1/1 x 132,87 - 13/2 x 132,87

ADMINISTRATIEVE HULPKRACHT / HULPARBEIDER - E 3

Minimum : 14.933,68 € per jaar, met index 138.01

Maximum : 16.793,87 € per jaar, met index 138.01

Weddenverhogingen : 1/1 x 372,02 - 13/2 x 372,02

PLOEGVERANTWOORDELIJKE - E 4

Minimum : 14.827,36 € per jaar, met index 138.01

Maximum : 20.035,64 € per jaar, met index 138.01

Weddenverhogingen : 1/1 x 372,02 - 13/2 x 372,02

ADMINISTRATIEF ADJUNCT / TECHNISCH ADJUNCT / ARBEIDER - D 1
Minimum : 14.064,59 € per jaar, met index 138.01
Maximum : 19.285,75 € per jaar, met index 138.01
Weddenverhogingen : 1/1 x 372,94 - 13/2 x 372,94

ADMINISTRATIEF ADJUNCT / TECHNISCH ADJUNCT / ARBEIDER - D 2
Minimum : 14.900,06 € per jaar, met index 138.01
Maximum : 20.133,96 € per jaar, met index 138.01
Weddenverhogingen : 1/1 x 373,85 - 13/2 x 373,85

ADMINISTRATIEF ADJUNCT / TECHNISCH ADJUNCT / ARBEIDER - D 3
Minimum : 16.046,04 € per jaar, met index 138.01
Maximum : 21.305,42 € per jaar, met index 138.01
Weddenverhogingen : 1/1 x 375,67 - 13/2 x 375,67

ADMINISTRATIEF HOOFDADJUNCT / TECHNISCH HOOFDADJUNCT /
PLOEGBAAS - D 4
Minimum : 16.634,28 € per jaar, met index 138.01
Maximum : 24.074,72 € per jaar, met index 138.01
Weddenverhogingen : 1/1 x 531,46 - 13/2 x 531,46

*** Van kracht op 1 januari 2022**

ADMINISTRATIEF ASSISTENT / TECHNISCH ASSISTENT - C 1
Minimum : 14.514,59 € per jaar, met index 138.01
Maximum : 21.971,69 € per jaar, met index 138.01
Weddenverhogingen : 1/1 x 532,65 - 13/2 x 532,65

ADMINISTRATIEF ASSISTENT / TECHNISCH ASSISTENT - C 2
Minimum : 15.537,88 € per jaar, met index 138.01
Maximum : 23.013,18 € per jaar, met index 138.01
Weddenverhogingen : 1/1 x 533,95 - 13/2 x 533,95

ADMINISTRATIEF ASSISTENT / TECHNISCH ASSISTENT - C 3
Minimum : 17.169,68 € per jaar, met index 138.01
Maximum : 24.681,52 € per jaar, met index 138.01
Weddenverhogingen : 1/1 x 536,56 - 13/2 x 536,56

ADMINISTRATIEF HOOFDASSISTENT / TECHNISCH HOOFDASSISTENT -
C 4
Minimum : 18.464,19 € per jaar, met index 138.01
Maximum : 26.646,91 € per jaar, met index 138.01
Weddenverhogingen : 1/1 x 584,48 - 13/2 x 584,48

10 annexes / 10 bijlagen

Besluit BHR code 2 en 3.pdf, statut pecuniaire.pdf, 13.3.4 Circulaire 2021-13 (+ annexes).pdf, circulaire FR signée 15 10 2021.pdf, Bezoldigingsregeling.pdf, 14.3.4 Omzendingbrief 2021-13 (+ bijlagen).pdf, circulaire NL signée 15 10 2021.pdf, Protocole 2020-1 signe.pdf, Arrêté Gouvernement RBC code 2 et 3.pdf, Protocole_2021_1.pdf

15.12.2021/A/0005 **Service population ; Règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs ; modification.**

Le Conseil,

Vu la Constitution, notamment ses articles 32, 170§4 et 173:

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 117 et 137bis;
Vu le décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises;
Vu le règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs du 17 juin 2013 et ses modifications ultérieures;
Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 modifié par l'arrêté ministériel du 28 octobre 2019;
Vu le courrier électronique envoyé du 29 octobre 2021 par lequel le Service public fédéral intérieur transmettait aux Communes la circulaire eID ;
Considérant que cette circulaire précisait notamment que l'arrêté ministériel cité ci-avant fixe le tarif des rétributions d'application à dater du 1er janvier 2020 à charge des communes pour la délivrance des différentes catégories de cartes et documents d'identité électroniques repris dans l'arrêté;
Qu'au 1er janvier de chaque année, à partir du 1er janvier 2020, les montants de ces rétributions sont automatiquement revus sur la base des fluctuations de l'indice santé;
Que dès lors qu'à partir du 1er janvier 2022 le montant de l'ensemble des actes administratifs repris en page 2 de la circulaire précitée seront modifié au tarif mieux repris sur ce document;
Qu'il est dès lors nécessaire d'adapter le règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins;

Décide :

De modifier le règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs de la manière suivante :

Article 1. A dater du 1^{er} janvier 2022 et pour un terme expirant le 31 décembre 2022, il est établi au profit des habitants et aux conditions fixées ci-dessous, une redevance sur la délivrance de certificats et autres documents. La redevance est due par la personne physique ou la personne morale qui demande le document.

Article 2. Le montant de cette redevance est fixé comme suit :

A. SECRETARIAT

La gratuité pour la délivrance des attestations de résidence est d'application étant donné que la redevance communale est de 0,00€.

0,00€ pour la délivrance d'attestations de résidence.

10,00€ pour la délivrance d'une reproduction de plans.

2.500€ pour la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence de Classe C relative à l'exploitation de jeux de bingos, délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C.

1.250€ pour la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence de Classe C relative à l'exploitation des jeux de bingo, délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C, lorsque la demande de licence est explicitement limitée à l'exploitation d'un seul jeu de bingo.

1.250€ pour la constitution ou le renouvellement d'une convention, en exécution de l'article 34 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe II, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe B, en vue de permettre à un exploitant de solliciter l'octroi d'une licence de Classe B, ainsi que pour la délivrance par le Bourgmestre

de la déclaration préalable à l'octroi de ladite licence. Cette redevance est due à chaque fois qu'une déclaration du Bourgmestre doit être rendue et qu'une nouvelle convention se doit d'être conclue ou renouvelée.

1.250€ pour la constitution ou le renouvellement d'une convention, en exécution de l'article 43/4 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et de l'article 2 de l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant la forme de la licence de classe F2, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe F2 ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires d'une licence de classe F2 en matière d'administration et de comptabilité, en vue de permettre à l'exploitant de solliciter l'octroi d'une licence de Classe F2, ainsi que pour la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi de ladite licence. Cette redevance est due à chaque fois qu'un avis du Bourgmestre doit être rendu et qu'une nouvelle convention se doit d'être conclue ou renouvelée.

B.1. DEMOGRAPHIE – POPULATION

1) Certificats & attestations

Sont délivrés gratuitement les certificats et les attestations car la redevance communale est de 0,00 €.

0,00 € composition de ménage, certificat de résidence, de nationalité, de vie ou d'état civil ;

0,00 € légalisation de signature ou copie conforme ;

0,00 € document de prise en charge pour un partenaire (annexe 3) ;

0,00 € document de prise en charge touriste (annexe 3bis) ;

0,00 € document de prise en charge étudiant (annexe 32).

2) Recherches

20,00 € recherche généalogique aux archives (par recherche – les demandes se font par mail) ;

7,00 € recherche d'adresse au moyen du Registre National des Personnes physiques.

3) Changements d'adresse

Pour les demandes de changement d'adresse, la redevance communale est de 0,00 €.

0,00 € inscription, mutation dans la commune ainsi que départ pour l'étranger (mod.2, mod. 2 bis, mod.8 – annexe 18) ;

0,00 € mutation à l'intérieur d'un même immeuble entraînant une modification de la composition de ménage (mod.2 bis) ;

0,00 € réinscription suite à une radiation d'office (mod.2).

4) Cartes d'identité électroniques

Pour la délivrance des cartes d'identités la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût de la confection de la carte et de la redevance due et intégralement restituée au SPF – Intérieur. (*)

Procédure normale de délivrance des cartes d'identité électroniques

16,70€ carte d'identité électronique (cie Belges, EU, EU+, F, F+) (coût de la confection 16,70€ et la redevance due au SPF – Intérieur (*) + redevance communale 0,00 €) ;
16,70€ duplicata de carte d'identité électronique (cie Belges, EU, EU+, F, F+) délivré en cas de vol et en cas de perte.

(coût de la confection 16,70€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*) + redevance communale 0,00 €) ;

17,20€ carte électronique A, B, C, D, H (coût de la confection 17,20€ et de la redevance due au SPF – Intérieur(*) + redevance communale 0,00 €) ;

17,20€ duplicata de carte d'identité électronique A, B, C, D, H délivré en cas de vol et en cas de perte.

(coût de la confection 17,20€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*) + redevance communale 0,00 €) ;

Procédure d'urgence de délivrance des cartes d'identité électroniques (cie Belges,A, B, C, D, EU, EU+, F, F+,H)

101,90€ délivrance 2 jours ouvrables, par l'organisme agréé (coût de la confection 101,90€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*) + redevance communale 0,00 €) ;

Procédure d'urgence centralisée des cartes d'identités électroniques Belges (pas les titres de séjour)

134,10€ délivrance 2 jours ouvrables, livraison centralisée au SPF – Intérieur (coût de la confection 134,10€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*) + redevance communale 0,00 €) ;

5) Documents d'identité – Enfants de moins de 12 ans – Kids-ID

0,00 € carte de voyage - certificat d'identité (avec photo) ;
(coût de la confection 0,00 € + redevance communale 0,00 €) ;

6,70€ carte électronique pour les enfants de moins de 12 ans ;
(coût de la confection 6,70€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*)
+ redevance communale 0,00 €) ;

6,70€ duplicata de carte d'identité électronique, délivré en cas de vol et en cas de perte ;
(coût de la confection 6,70€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*) +
redevance communale 0,00 €) ;

Procédure d'urgence de délivrance des cartes d'identité électroniques pour les enfants de moins de 12 ans – Kids-ID

91,90€ délivrance 2 jours ouvrables, par l'organisme agréé (coût de la confection 91,90€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*) + redevance communale 0,00 €) ;

Procédure d'urgence centralisée des cartes d'identités électroniques pour les enfants de moins de 12 ans – Kids-ID

124,20€ délivrance 2 jours ouvrables, livraison centralisée au SPF - Intérieur (coût de la confection 124,20€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*) + redevance communale 0,00 €) ;

6) Passeports belges

Pour la délivrance des passeports belges la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût de la confection du passeport et de la redevance due et intégralement restituée au SPF – Affaires Étrangères.

En procédure normale

65,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un adulte (à partir de 18 ans - validité de 7 ans) (coût de la confection 65,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

35,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un enfant de moins de 18 ans (validité de 5 ans) coût de la confection 35,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

En procédure urgente

240,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un adulte (à partir de 18 ans - validité de 7 ans) (coût de la confection 240,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

210,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un enfant (de moins de 18 ans - validité de 5 ans) (coût de la confection 210,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

En procédure extrême urgence

300,00€ pour la délivrance d'un nouveau passeport pour adulte (à partir de 18 ans - validité de 7 ans) livré rue des Colonies 11, 1000 Bruxelles (coût de la confection 300,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

270,00€ pour la délivrance d'un nouveau passeport pour enfant (de moins de 18 ans – validité de 5 ans) livré rue des Colonies 11, 1000 Bruxelles (coût de la confection 270,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

7) Documents de voyage pour étrangers, apatrides et réfugiés

Pour la délivrance des documents de voyage la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût du titre de voyage et de la redevance due et intégralement restituée au SPF – Affaires Étrangères.

En procédure normale

61,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un adulte (à partir de 18 ans - validité de 2 ans) (coût de la confection 61,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*)

+ redevance communale 0,00 €) ;

41,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un enfant de moins de 18 ans (validité de 2 ans) coût de la confection 41,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

En procédure urgente

230,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un adulte (à partir de 18 ans

- validité de 2 ans) (coût de la confection 230,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;
210,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un enfant (de moins de 18 ans - validité de 2 ans) (coût de la confection 210,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

En procédure extrême urgence

290,00€ pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour adulte (à partir de 18 ans - validité de 2 ans) livré rue des Colonies 11, 1000 Bruxelles (coût de la confection 290,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

270,00€ pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour enfant (de moins de 18 ans – validité de 2 ans) livré rue des Colonies 11, 1000 Bruxelles (coût de la confection 240,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

8) BUREAU ADMINISTRATIF DES ETRANGERS (non européens et européens)

Frais d'ouverture de dossier pour établissement

0,00 € frais d'ouverture de dossier dans le cadre d'une inscription dans la Commune pour un isolé (soit de l'étranger ou venant d'une autre Commune) ;
0,00 € frais d'ouverture de dossier dans le cadre d'une inscription dans la Commune si plusieurs personnes (soit de l'étranger ou venant d'une autre Commune).

Délivrance de certains documents en vertu de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, énumérés ci-dessous

Délivrance d'annexes

0,00 € déclaration d'arrivée – AR du 3/10/81 (annexe 3 et 3ter) ;
0,00 € demande d'autorisation d'établissement (annexe 16) ;
0,00 € attestation de départ (annexe 18) ;
0,00 € document spécial de séjour (annexe 35) ;
0,00 € demande d'autorisation d'établissement de séjour permanent (annexe 22) ;
0,00 € annexe 15 délivrée suite à une radiation d'office avec une demande de réinscription.

Titres d'identité

0,00 € attestation d'immatriculation (modèle A – annexe 4- AR 08/10/1981).

Documents d'identité – Enfants de moins de 12 ans

0,00 € Carte de voyage - certificat d'identité (avec photo).

Délivrance de certains documents en vertu de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, énumérés ci-dessous

0,00 € accusé de réception pour première introduction d'un article 9 ;
0,00 € accusé de réception pour introductions supplémentaires d'un article 9.

Changement d'adresse

0,00 € inscription, mutation dans la Commune ainsi que départ pour l'étranger (mod.2, mod.2 bis, mod.8 – annexe 18) ;
0,00 € mutation à l'intérieur d'un même immeuble entraînant une modification de la composition de ménage (mod.2 bis) ;
0,00 € réinscription suite à une radiation d'office (mod.2).

Permis de travail

0,00 € délivrance du permis de travail.

B.2. DEMOGRAPHIE - ETAT CIVIL

0,00 € extrait d'acte d'État civil ;
20,00 € recherche généalogique aux archives – les demandes se font par e-mail ;
7,00 € droit d'accès aux archives pour un particulier ou une étude effectuant personnellement les recherches ;
20,00 € ouverture de dossier de mariage ;
20,00 € déclaration de cohabitation-légale ;
10,00 € duplicata du carnet de mariage ;
25,00 € ouverture de dossier de nationalité ;
0,00 € envoi du dossier de nationalité à la Chambre ;
135,00 € célébration de cérémonie de mariage en semaine ;
0,00 € célébration de cérémonie de mariage le samedi ;
20,00 € rectification d'erreur(s) matérielle(s) (gratuit en cas d'erreur(s) administrative(s) prouvée(s) et reconnue(s) ;
00,00 € reconnaissance postnatale – frais de dossier – (un acte sera délivré gratuitement) ;
00,00 € reconnaissance prénatale – frais de dossier – (un acte sera délivré gratuitement) ;
00,00 € déclaration de changement de sexe ;
20,00 € ouverture de dossier de mariage à l'étranger – frais de dossier ;
20,00 € ouverture de dossier de cohabitation légale – frais de dossier ;
0,00 € transcription d'un acte étranger.

B.3. DEMOGRAPHIE - CASIER JUDICIAIRE

La gratuité pour la délivrance des certificats de bonne vie & mœurs et de moralité est d'application.

0,00 € certificat de bonne vie & mœurs ;
0,00 € certificat de bonne vie & mœurs, délivré dans le cadre d'une naturalisation ou d'un prêt hypothécaire ;
0,00 € certificat de moralité.

B.4. DEMOGRAPHIE - PERMIS DE CONDUIRE

Pour la délivrance des permis de conduire, la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût de la confection du permis de conduire et de la redevance due intégralement restituée au SPF – Mobilité. (*)

1) Permis de conduire provisoire (modèles 1, 2 et 3) ou licences d'apprentissage (modèle 4)

20,00 € pour un permis de conduire provisoire ou une licence d'apprentissage ;
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) +
redevance communale 0,00 €) ;

20,00 € pour un duplicata.
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) +
redevance communale 0,00 €) ;

2) Permis de conduire permanents (catégories A, B et BE) et/ou limités (catégories C, D, CE et DE)

20,00 € pour un permis de conduire permanent et/ou limité ;
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) + redevance
communale 0,00 €) ;

20,00 € pour un duplicata, un changement de catégorie, un échange de permis de conduire étranger, etc.
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) + redevance
communale 0,00 €) ;

3) Permis de conduire internationaux

20,00 € pour un permis de conduire international ;
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) + redevance
communale 0,00 €) ;

20,00 € pour un duplicata.
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) + redevance
communale 0,00 €) ;

C. SERVICE URBANISME ET ENVIRONNEMENT – HYGIENE – HORECA

1) Ouverture de dossiers pour les permis d'urbanisme et les permis d'environnement

80,00 € - Permis d'urbanisme de minime importance et Permis d'environnement de classe III ;

250,00 € - Permis d'urbanisme nécessitant l'avis du fonctionnaire délégué et Permis d'environnement de classe II

350,00 € - Permis d'urbanisme soumis à l'enquête publique + concertation + avis fonctionnaire délégué

Tarifs en vigueur + 500,00 € - Permis de régularisation

50,00 € - duplicata d'un permis.

100,00€ - Délivrance d'attestation urbanistique

2) Attestations

100,00 € - Courrier acte de division

100,00 € - Attestation de légalité du nombre de logements.

100,00 € - Attestation hébergement touristique (urbanisme et hygiène)

3) Ouverture de dossiers relatifs aux débits de boissons, restaurant et tout établissement public assimilé

250,00 € - ouverture, réouverture, reprise, etc. ;

Article 3. §1. Les autorités judiciaires, les administrations publiques et les institutions y assimilés, de même que les établissements d'utilité publique sont exonérés de la redevance.
§2. Sont également exonérés de la redevance : les documents repris dans les rubriques du présent règlement-redevance qui doivent être délivrés gratuitement par l'Administration Communale.

Article 4. La redevance est payable au moment de la demande du document. La preuve du paiement de la redevance est constatée par un reçu délivré lors du paiement.

Article 5. A défaut de paiement, la redevance sera récupérée conformément à l'article 137 bis de la Nouvelle Loi communale.

Dienst bevolking ; Retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten ; wijziging.

De Raad,

Gelet op de Grondwet en inzonderheid artikelen 32, 170§4 en 173 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en inzonderheid artikel 117 en artikel 137bis ;

Gelet op het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen ;

Gelet op het retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten van 17 juni 2013 en latere wijzigingen ;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 2013 gewijzigd door het ministerieel besluit van 28 oktober 2019 ;

Gelet op de e-mail van 29 oktober 2021 waarin de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken de eID omzendbrief aan de Gemeenten heeft toegezonden ;

Overwegende dat in deze omzendbrief met name wordt gepreciseerd dat in bovengenoemd ministerieel besluit het tarief wordt vastgesteld van de retributies die van toepassing zijn vanaf 1 januari 2020 ten laste van de gemeenten voor de afgifte van de verschillende categorieën elektronische identiteitskaarten en documenten die in het besluit worden opgesomd ;

Dat op 1 januari van elk jaar, vanaf 1 januari 2020, de bedragen van deze vergoedingen automatisch worden herzien op basis van de schommelingen van de gezondheidsindex ;

Dat bijgevolg vanaf 1 januari 2022 het bedrag van alle administratieve handelingen vermeld op pagina 2 van de bovengenoemde omzendbrief zal worden gewijzigd tegen het tarief dat in dit document wordt vermeld;

Dat het bijgevolg noodzakelijk is om het retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten aan te passen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Beslist :

Om het retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten te wijzigen

als volgt :

Artikel 1. Vanaf 1 januari 2022 en voor een periode die eindigt op 31 december 2022 wordt ten gunste van de inwoners en op de hieronder bepaalde voorwaarden een retributie vastgesteld op de aflevering van attesten en andere documenten. De retributie is verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon die het document aanvraagt.

Artikel 2. Het bedrag van deze retributie wordt vastgesteld als volgt :

A. SECRETARIAAT

De kosteloosheid voor de aflevering van attesten van woonst is van toepassing aangezien de gemeentelijke retributie 0,00 € bedraagt.

0,00 € voor de aflevering van attesten van woonst ;

10,00 € voor de aflevering van een kopie van plannen ;

2.500 € voor de aflevering door de Burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning van klasse C betreffende de uitbating van bingospelen, afgeleverd door de Kansspelcommissie krachtens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen van klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van vergunning van klasse C.

1.250 € € voor de aflevering door de Burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning van klasse C betreffende de uitbating van bingospelen, afgeleverd door de Kansspelcommissie krachtens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen van klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van vergunning van klasse C, wanneer de vergunningsaanvraag uitdrukkelijk beperkt is tot de uitbating van één enkel bingospel.

1.250€ voor de opstelling of de hernieuwing van een overeenkomst, in uitvoering van artikel 34 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers en van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen van klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van vergunning van klasse B, teneinde een exploitant toe te laten om de toekenning te vragen van een vergunning van Klasse B, alsook voor de aflevering door de Burgemeester van de voorafgaande verklaring tot toekenning van deze vergunning. Deze retributie is verschuldigd iedere maal dat een verklaring van de Burgemeester moet worden verstrekt en dat een nieuwe overeenkomst dient te worden gesloten of hernieuwd.

1.250€ voor de opstelling of de hernieuwing van een overeenkomst, in uitvoering van artikel 43/4 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers en van artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende de vorm van de vergunning klasse F2, de wijze waarop de aanvragen voor een vergunning klasse F2 moeten worden ingediend en onderzocht en de verplichtingen waaraan vergunninghouders F2 moeten voldoen inzake beheer en boekhouding, teneinde een exploitant toe te laten om de toekenning te vragen van een vergunning van Klasse F2, alsook voor de aflevering door de Burgemeester van het voorafgaand advies tot toekenning van deze vergunning. Deze retributie is verschuldigd iedere maal dat een advies van de Burgemeester moet worden verstrekt en dat een nieuwe overeenkomst dient te worden gesloten of hernieuwd.

B.1. DEMOGRAFIE – BEVOLKING

1) Certificaten & attesten

Worden gratis afgeleverd certificaten en attesten aangezien de gemeentelijke retributie 0,00 € bedraagt.

0,00 € gezinssamenstelling, attest van woonst, van nationaliteit, van leven of van burgerlijke stand ;
0,00 € wettiging van handtekening of eensluidend afschrift ;
0,00 € document van tenlasteneming voor een partner (bijlage 3) ;
0,00 € document tenlasteneming toerist (bijlage 3bis) ;
0,00 € document tenlasteneming student (bijlage 32).

2) Opzoekingen

20,00 € genealogische opzoeking in de archieven (per opzoeking – dienen per mail te worden aangevraagd) ;
7,00 € adresopzoeking met behulp van het Nationaal Register van Natuurlijke Personen.

3) Adreswijzigingen

Voor aanvragen tot adreswijziging bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €.

0,00 € inschrijving, verhuis binnen de Gemeente en vertrek naar het buitenland (mod.2, mod. 2 bis, mod.8 – bijlage 18) ;
0,00 € verhuis binnen hetzelfde gebouw die wijziging in de gezinssamenstelling tot gevolg heeft (mod.2 bis) ;
0,00 € herinschrijving na een afschrijving van ambtswege (mod.2).

4) Elektronische identiteitskaarten

Voor de aflevering van identiteitskaarten bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van de kaart en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Binnenlandse Zaken. (*)

Normale afleveringsprocedure van elektronische identiteitskaarten

16,70€ elektronische identiteitskaart (Belgische id.kaarten, EU, EU+, F, F+)
(kostprijs voor de aanmaak 16,70 € en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;
16,70€ duplicaat van de elektronische identiteitskaart (Belgische id.kaarten, EU, EU+, F, F+) afgeleverd in geval van diefstal of verlies.
(kostprijs voor de aanmaak 16,70€ en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;
17,20€ elektronische kaart A, B, C, D, H (kostprijs voor de aanmaak 17,20€ en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken(*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;
17,20€ duplicaat van de elektronische identiteitskaart A, B, C, D, H afgeleverd in geval van diefstal of verlies.
(kostprijs voor de aanmaak 17,20€ en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Dringende afleveringsprocedure van de elektronische identiteitskaarten (Belgische id.kaarten, A, B, C, D, E, E+, F, F+,H)

101,90€ aflevering 2 werkdagen, door het erkend organisme
(aanmaakkost 101,90€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (*))
+ gemeentelijke retributie 0,00 € ;

Dringende gecentraliseerde afleveringsprocedure van de Belgische elektronische identiteitskaarten (niet voor de verblijfstitels)

134,10€ aflevering 2 werkdagen, gecentraliseerde levering bij de FOD – Binnenlandse Zaken
(aanmaakkost 134,10€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (*))
+ gemeentelijke retributie 0,00 € ;

5) Identiteitsdocumenten – Kinderen jonger dan 12 jaar – Kids-ID

0,00 € reiskaart - identiteitsattest (met foto) ;
(aanmaakkost 0,00 € + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

6,70€ elektronische kaart voor kinderen jonger dan 12 jaar ;
(aanmaakkost 6,70€ en bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*))
+ gemeentelijke retributie 0,00 € ;

6,70€ duplicaat van elektronische identiteitskaart, afgeleverd in geval van diefstal of verlies ;
(aanmaakkost 6,70€ en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*)) + gemeentelijke retributie 0,00 € ;

Dringende afleveringsprocedure van de elektronische identiteitskaarten voor kinderen jonger dan 12 jaar – Kids-ID

91,90€ aflevering 2 werkdagen, door het erkend organisme
(aanmaakkost 91,90€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (*))
+ gemeentelijke retributie 0,00 € ;

Dringende gecentraliseerde afleveringsprocedure van de elektronische identiteitskaarten voor kinderen jonger dan 12 jaar – Kids-ID

124,20€ aflevering 2 werkdagen, gecentraliseerde levering bij de FOD – Binnenlandse Zaken
(aanmaakkost 124,20€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (*))
+ gemeentelijke retributie 0,00 € ;

6) Belgische paspoorten

Voor de aflevering van Belgische paspoorten bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van het paspoort en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Buitenlandse Zaken.

Normale procedure

65,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een volwassene
(vanaf 18 jaar - geldigheid 7 jaar) (aanmaakkost 65,00 € en voor de bijdrage verschuldigd

aan de FOD – Buitenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;
35,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een kind jonger dan 18 jaar
(geldigheid 5 jaar)
aanmaakkost 35,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken
(*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Dringende procedure

240,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een volwassene
(vanaf 18 jaar - geldigheid 7 jaar)
(aanmaakkost 240,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse
Zaken (*)+ gemeentelijke belasting 0,00 €) ;
210,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een kind
(van jonger dan 18 jaar - geldigheid 5 jaar)
(aanmaakkost 210,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse
Zaken (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Uiterst dringende procedure

300,00€ voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een volwassene
(vanaf 18 jaar - geldigheid 7 jaar) afgeleverd Koloniënstraat 11
(aanmaakkost 300,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse
Zaken (*)
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

270,00€ voor de aflevering van een nieuwe paspoort voor een kind (jonger dan 18 jaar –
geldigheid 5 jaar) afgeleverd Koloniënstraat 11
(aanmaakkost 270,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse
Zaken
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

7) Reisdocumenten voor vreemdelingen, staatlozen en vluchtelingen

Voor de aflevering van reisdocumenten bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het
bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van het reisdocument en voor
de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Buitenlandse Zaken.

Normale procedure

61,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een volwassene
(vanaf 18 jaar - geldigheid 2 jaar)
(aanmaakkost 61,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken
(*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;
41,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een kind jonger dan 18 jaar
(geldigheid 2 jaar)
aanmaakkost 41,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken
(*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Dringende procedure

230,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een volwassene
(vanaf 18 jaar - geldigheid 2 jaar)
(aanmaakkost 230,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse
Zaken (*)+ gemeentelijke belasting 0,00 €) ;
210,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een kind
(jonger dan 18 jaar - geldigheid 2 jaar)
(aanmaakkost 210,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse
Zaken (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Uiterst dringende procedure

290,00€ voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een volwassene
(vanaf 18 jaar - geldigheid 2 jaar) afgeleverd Koloniënstraat 11
(aanmaakkost 290,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse
Zaken (*)
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

270,00€ voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een kind
(jonger dan 18 jaar - geldigheid 2 jaar) afgeleverd Koloniënstraat 11
(aanmaakkost 240,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse
Zaken (*)
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

8) ADMINISTRATIEF BUREAU VOOR VREEMDELINGEN (niet- Europees en Europees)

Openingskosten voor een vestigingsdossier

0,00 € openingskosten voor het dossier in het kader van een inschrijving in de Gemeente
voor een alleenstaande (hetzij komende van het buitenland hetzij van een andere
Gemeente) ;
0,00 € openingskosten voor het dossier in het kader van een inschrijving in de Gemeente
indien meerdere personen (hetzij komende van het buitenland hetzij van een andere
Gemeente).

Aflevering van bepaalde documenten krachtens de wet van 15/12/1980 op de toegang tot
het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen,
hieronder opgesomd

Afgifte van bijlagen

0,00 € aankomstverklaring – KB van 3/10/81 (bijlage 3 en 3ter) ;
0,00 € toelatingsattest van vestiging (bijlage 16) ;
0,00 € attest van vertrek (bijlage 18) ;
0,00 € bijzonder document van verblijf (bijlage 35) ;

0,00 € toelatingsattest van vestiging voor permanent verblijf (bijlage 22) ;
0,00 € bijlage 15 afgeleverd naar aanleiding van een schrapping van ambtswege met
aanvraag tot herinschrijving.

Identiteitsbewijzen

0,00 € attest van inschrijving (model A – bijlage 4- KB 08/10/1981).

Identiteitsdocument – Kinderen jonger dan 12 jaar

0,00 € Reiskaart - identiteitsattest (met foto).

Aflevering van bepaalde documenten krachtens de wet van 15/12/1980 op de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, hieronder opgesomd

0,00 € ontvangstbewijs voor een eerste indiening van een artikel 9 ;
0,00 € ontvangstbewijs voor bijkomende indieningen van een artikel 9 .

Adreswijziging

0,00 € inschrijving, verhuis binnen de Gemeente en vertrek naar het buitenland (mod.2, mod.2 bis, mod.8 – bijlage 18) ;
0,00 € verhuis binnen hetzelfde gebouw die wijziging in de gezinssamenstelling tot gevolg heeft (mod.2 bis) ;
0,00 € herinschrijving na een afschrijving van ambtswege (mod.2).

Arbeidsvergunning

0,00 € aflevering van arbeidsvergunning.

B.2. DEMOGRAFIE – BURGERLIJKE STAND

0,00 € uittreksel van akte van de Burgerlijke stand ;
20,00 € genealogische opzoeking in de archieven – worden per e-mail aangevraagd ;
7,00 € toegangsrecht tot de archieven voor een particulier of een studie waarbij men zelf het opzoekingswerk doet ;
20,00 € opening van een huwelijksdossier ;
20,00 € verklaring van wettelijke samenleving ;
10,00 € duplicaat van het trouwboekje ;
25,00 € opening van een nationaliteitsdossier ;
0,00 € verzending van een nationaliteitsdossier naar de Kamer ;
135,00 € voltrekking van de huwelijksplechtigheid tijdens de week ;
0,00 € voltrekking van de huwelijksplechtigheid op zaterdag ;
20,00 € verbetering van de materiële vergissingen (gratis in geval van bewijsbare en erkende administratieve vergissing(en)) ;
00,00 € postnatale erkenning – dossierkosten (een akte zal gratis afgeleverd worden) ;
00,00 € prenatale erkenning – dossierkosten (een akte zal gratis afgeleverd worden) ;
00,00 € verklaring van geslachtswijziging ;
20,00 € opening van een huwelijksdossier in het buitenland – dossierkosten ;
20,00 € opening van een wettelijk samenlevingsdossier – dossierkosten ;

0,00 € inschrijving van een vreemdelingenakte.

B.3. DEMOGRAFIE - STRAFREGISTER

De kosteloosheid voor de aflevering van getuigschriften van goed gedrag en zeden en van goed gedrag is van toepassing.

0,00 € getuigschrift van goed gedrag en zeden ;

0,00 € getuigschrift van goed gedrag en zeden, afgeleverd in het kader van een naturalisatie of een hypotheek ;

0,00 € bewijs van goed gedrag.

B.4. DEMOGRAFIE - RIJBEWIJS

Voor de aflevering van rijbewijzen bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van het rijbewijs en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Mobiliteit. (*)

1) Voorlopige rijbewijzen (model 1, 2 en 3) of leervergunningen (model 4)

20,00 € voor een voorlopig rijbewijs of een leervergunning ;

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

20,00 € voor een afschrift.

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

2) Definitieve rijbewijzen (categorie A, B en BE) en/of beperkt (categorie C, D, CE en DE)

20,00 € voor een definitief en/of beperkt rijbewijs ;

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

20,00 € voor een afschrift, een verandering van categorie, een omwisseling van buitenlands rijbewijs enz .

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

3) Internationale rijbewijzen

20,00 € voor een internationaal rijbewijs ;

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

20,00 € voor een afschrift.

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

C. DIENST STEDENBOUW EN LEEFMILIEU – HYGIENE – HORECA

1) Opening van dossiers voor stedenbouwkundige en milieuvergunningen

80,00 € - Stedenbouwkundige vergunning van gering belang en Milieuvergunning van klasse III ;

250,00 € - Stedenbouwkundige vergunning waarbij het advies van de gemachtigde

ambtenaar noodzakelijk is en Milieuvergunning van klasse II
350,00 € - Stedenbouwkundige vergunning onderworpen aan een openbaar onderzoek +
overleg + advies gemachtigde ambtenaar

Geldende tarieven + 500,00 € - Regularisatievergunning

50,00 € - duplicaat van een vergunning.

100,00€ - Aflevering van een stedenbouwkundig attest

2) Attesten

100,00 € - Brief verdelingsakte

100,00 € - Attest van wettelijkheid van het aantal woningen.

100,00 € - Attest toeristische logies (stedenbouw en hygiëne)

3) Opening van dossiers betreffende het debiet van dranken, restaurant en iedere gelijkgestelde openbare vestiging

250,00 € - opening, heropening, overname, enz. ;

Artikel 3. §1. De gerechtelijke overheid, de openbare besturen en de hiermee gelijkgestelde instellingen, evenals de vestigingen van openbaar nut zijn vrijgesteld van de retributie.

§2. Zijn eveneens vrijgesteld van retributie : de documenten vermeld in de rubrieken van dit retributiereglement die gratis dienen te worden afgeleverd door het Gemeentebestuur.

Artikel 4. De retributie is betaalbaar op het moment van de aanvraag van het document. Het betalingsbewijs van de retributie wordt vastgesteld door een ontvangstbewijs afgeleverd bij de betaling.

3 annexes / 3 bijlagen

2021 - NL - Règlement redevance documents administratifs NL.pdf, Circulaire EID

*Omzendbrief 29.10.2021.pdf, 2021 - FR - Règlement redevance documents administratifs
FR.pdf*

15.12.2021/A/0006 **Budget communal pour l'exercice 2022; douzièmes provisoires n°1.**

Mesdames, Messieurs,

L'état actuel des travaux d'élaboration du budget pour l'exercice 2022 ne nous permet pas de vous présenter ce document.

Dès lors, afin d'assurer le paiement des dépenses émergeant au budget ordinaire de l'exercice 2022, il est indispensable que six douzièmes provisoires soient mis à la disposition du Collège échevinal.

En conséquence, en application de l'article 14 de l'arrêté du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale, nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous proposer de voter six douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février, mars, avril, mai et juin 2022.

Gemeentelijke begroting voor het dienstjaar 2022; voorlopige twaalfden nr1.

Mevrouwen, Mijne Heren,

De huidige staat der werken met het oog op het opstellen van de begroting voor het

dienstjaar 2022, laat ons nog niet toe U dit document voor te leggen.

Dus, opdat we de betalingen van de gewone uitgaven betreffende het dienstjaar 2022 zouden kunnen verder uitvoeren, is het onontbeerlijk dat zes voorlopige twaalfden zouden ter beschikking gesteld worden van het Schepencollege.

Bijgevolg, bij toepassing van artikel 14 van het koninklijke besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding, hebben wij de eer U voor te stellen zes voorlopige twaalfden te stemmen voor de maanden januari, februari, maart, april, mei en juni 2022.

15.12.2021/A/0007 **Convention entre VIVAQUA et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode relative à la gestion des hydrants ; approbation.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu le courrier du 1^{er} mars 2021 par lequel la SCRL VIVAQUA portait à la connaissance de la Commune de Saint-Josse les éléments principaux suivants :

- Que dans le cadre de sa compétence légale de contrôle des tarifs de VIVAQUA et de l'établissement d'une méthodologie tarifaire, Brugel a décidé que le coût de services prestés sur hydrants par VIVAQUA pour compte des communes devrait faire l'objet d'une facturation à ces dernières, et que ce coût ne pouvait en aucun cas être répercuté dans le prix de l'eau facturé aux abonnés ;
- Que le Conseil d'Administration de VIVAQUA a, en sa séance du 24 juin 2020, à l'unanimité, marqué son accord sur le principe de faire supporter le coût des activités sur hydrants aux communes, et ce, à dater du 1^{er} janvier 2022.

Considérant sur base de ces éléments, VIVAQUA annexait à son courrier un projet de convention permettant, à dater du 1^{er} janvier 2022, la prise en charge des services prestés sur hydrants par la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que VIVAQUA annexait également à son courrier la note présentée à ses Administrateurs et reflétant l'impact budgétaire engendré par la signature pour notre Commune, ainsi que le cadre réglementaire applicable ;

Vu le courrier électronique du 17 novembre 2021 par lequel Vivaqua transmettait la version finale de la convention précitée rédigée dans les deux langues ;

Considérant que de nombreuses communes ont déjà signé cette convention ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

- d'approuver le projet de convention, rédigé dans les deux langues, relatif à la gestion des hydrants de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, tel que mieux repris ci-avant ;
- d'autoriser le Bourgmestre et le Secrétaire communal à réaliser, au nom du Collège communal, l'ensemble des actes s'y rapportant dont, et de manière non limitative, la signature des projets de convention précités et ce, sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle afférente à la présente décision.

Overeenkomst tussen VIVAQUA en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node betreffende het beheer van de hydranten ; goedkeuring.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op de brief van 1 maart 2021 waarin de CVBA VIVAQUA de Gemeente Sint-Joost in kennis stelde van de volgende voornaamste elementen :

- Dat in het kader van haar wettelijke bevoegdheid om de tarieven van VIVAQUA te controleren en een tariefmethodologie vast te stellen, Brugel heeft beslist dat de kosten van de diensten die VIVAQUA voor rekening van de gemeenten levert op hydranten, aan deze gemeenten moeten worden gefactureerd en dat deze kosten in geen geval mogen worden doorgerekend in de prijs van het water dat aan de abonnees wordt gefactureerd;
- Dat de Raad van Bestuur van VIVAQUA tijdens zijn vergadering van 24 juni 2020 unaniem heeft ingestemd met het principe om de kosten van activiteiten op hydranten door te rekenen aan de gemeenten, en dit vanaf 1 januari 2022.

Overwegende dat VIVAQUA op basis van deze elementen bij haar brief een ontwerp van overeenkomst heeft gevoegd dat de Gemeente Sint-Joost-ten-Node in staat stelt om de dienstverlening op hydranten vanaf 1 januari 2022 voor haar rekening te nemen;

Overwegende dat VIVAQUA bij haar brief tevens de nota heeft gevoegd die aan haar Bestuurders werd voorgelegd en waarin de budgettaire weerslag van de ondertekening voor onze Gemeente, alsook het toepasselijk reglementair kader, worden weergegeven;

Overwegende dat tal van gemeenten deze overeenkomst reeds hebben ondertekend;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

- om het ontwerp van overeenkomst betreffende het beheer van de hydranten van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, zoals hierboven vermeld, goed te keuren;
- om de Burgemeester en de Gemeentesecretaris te machtigen om namens het College van Burgemeester en Schepenen alle handelingen te verrichten die hiermee verband houden waaronder, en niet-limitatief, de ondertekening van het voornoemde ontwerp van overeenkomst, onder voorbehoud van de beslissing van de toezichthoudende overheid met betrekking tot het onderhavige besluit.

4 annexes / 4 bijlagen

Convention VF hydrants_Communes_VIVAQUA.docx, Courrier VIVAQUA 1-03-2021.pdf, Convention NL hydrants_VIVAQUA.docx, Mail VIVAQUA 17-11-2021.pdf

15.12.2021/A/0008 **Adhésion de la commune de Saint-Josse-ten-Noode à la centrale d'achat-accord-cadre concernant les services postaux 2021-2024 passé par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ; Désignation de l'adjudicataire.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 2, 6° et 47 §2 qui dispensent les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat et l'article 43 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des

marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant le marché passé par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, marché ayant pour objet les services postaux pour les années 2021 à 2024, sous la forme d'une centrale d'achats pour les administrations bruxelloises, CPAS bruxellois et les zones de police bruxelloises, figurant dans la liste établie par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, aux pages 9 et 10 du cahier des charges de l'accord-cadre en question ;

Considérant que la présente centrale d'achats est ouverte aux communes et aux centres d'action sociale, ainsi qu'aux zones de police bruxelloises, à condition que leurs organes respectifs marquent leur accord ;

Considérant que ces services peuvent se faire via un accord-cadre conclu par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant le cahier des charges N° 2020/975 relatif au « Marché public de services ayant pour objet un accord-cadre concernant des services postaux 2021-2024 », établi par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que le marché en cours passé par la Commune de Saint-Josse-ten-Noode prend fin le 31/12/2021, et que l'accord-cadre sera exploité à partir du 01/01/2022 ;

Considérant que le fait d'adhérer à une centrale d'achat permet d'effectuer des économies d'échelle ;

Considérant qu'il n'y a pas d'obligation pour la commune de passer par les services de l'accord-cadre passé par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et que la commune de Saint-Josse-ten-Noode reste libre d'organiser elle-même un marché public ;

Considérant qu'en cas de commande auprès de la société adjudicataire, la commune de Saint-Josse-ten-Noode est responsable des délais de paiement pour ses propres commandes et de l'exécution du marché public ;

Considérant qu'en cas d'incident dans le cadre de l'exécution ou de litige à naître entre l'adjudicataire et la commune, la commune de Saint-Josse-ten-Noode sera tenue de prendre les mesures nécessaires auprès de l'adjudicataire suite à cet incident ou ce litige ;

Considérant que ce marché est à bordereau de prix ;

Considérant que les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins des différents départements de l'administration communale qui sont concernés par ces services ;

Considérant que le montant estimé du marché s'élève à 85.000,00 € TVA comprise par année, soit 255.000,00 € TVA comprise pour les trois années ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense peuvent être inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2022, sous réserve d'approbation du budget, aux articles se terminant par 123/07, une inscription sera demandée au budget ordinaire des exercices suivants ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'adhérer à la centrale d'achats passée par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Décide :

- d'approuver l'adhésion de la commune de Saint-Josse-ten-Noode à l'accord-cadre passée par centrale d'achat relative au marché de services postaux pour les années 2021 à 2024 passé par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, à partir du 01/01/2022 ;

- d'approuver les conditions établies dans le cadre du marché et d'adhérer sans réserve au cahier des charges ;

- de respecter le secret des affaires et la confidentialité. Aucun prix ne pourra être diffusé en dehors des formalités à accomplir dans le cadre des procédures de droit administratif ;

- de payer directement les commandes à l'adjudicataire dans les délais prévus par le cahier des charges, et ne fera en aucun cas supporter des non paiements à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean. De même, les éventuels intérêts dus en cas de retard de paiement resteront exclusivement à charge de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

- d'inscrire les crédits suffisants aux articles appropriés et aux articles se terminant par 123/07 du budget ordinaire de l'exercice 2022 pour un montant annuel estimé de 85.000,00 € TVA comprise, sous réserve de l'approbation du budget, une inscription sera

demandée au budget ordinaire des exercices suivants ;
- de collaborer activement dans toute demande d'évaluation du dispositif ;
- d'approuver la désignation de la société Postalia Belgium BV (Easypost), Gustave Fachedreef 1 à 7700 Moeskroen pour le marché attribué en centrale d'achat par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

**Aansluiting van de gemeente Sint-Joost-ten-Node bij de Aankoopcentrale-
raamovereenkomst betreffende de postdiensten 2021-2024, gesloten door de
Gemeente Sint-Jans-Molenbeek ; Aanduiding van de opdrachtnemer.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988 ;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen ;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, inzonderheid artikelen 2, 6° en 47, § 2, die de aanbestedende diensten vrijstellen van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren wanneer zij een beroep doen op een aankoopcentrale, en artikel 43 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten, en latere wijzigingen ;

Overwegende de opdracht gegund door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek met als voorwerp de postdiensten voor de jaren 2021 tot 2024, in de vorm van een aankoopcentrale voor de Brusselse besturen, de Brusselse OCMW's en de Brusselse politiezones, zoals vermeld in de lijst opgesteld door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, op pagina's 9 en 10 van het bestek van de raamovereenkomst in kwestie ;

Overwegende dat deze aankoopcentrale openstaat voor de gemeenten en de centra voor maatschappelijk welzijn, alsook voor de Brusselse politiezones, op voorwaarde dat hun respectieve instanties ermee instemmen ;

Overwegende dat deze diensten kunnen worden verleend via een raamovereenkomst die door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek werd gesloten ;

Overwegende bestek nr. 2020/975 betreffende de "Overheidsopdracht van diensten voor een raamovereenkomst betreffende de postdiensten 2021-2024", opgesteld door de Gemeente Sint-Jan Molenbeek ;

Overwegende dat de huidige opdracht gegund door de Gemeente Sint-Joost-ten-Node afloopt op 31.12.2021 en dat de raamovereenkomst vanaf 01/01/2022 zal worden toegepast ;

Overwogen dat aansluiting bij een aankoopcentrale schaalvoordelen oplevert ;

Overwegende dat er voor de gemeente geen verplichting bestaat om gebruik te maken van de diensten van de raamovereenkomst die door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek werd gesloten en dat het de gemeente Sint-Joost-ten-Node vrij blijft staan om zelf een overheidsopdracht te organiseren ;

Overwegende dat de gemeente Sint-Joost-ten-Node in geval van een bestelling bij de onderneming waaraan de opdracht werd gegund, verantwoordelijk is voor de betalingstermijnen voor haar eigen bestellingen en voor de uitvoering van de overheidsopdracht ;

Overwegende dat in geval van een incident tijdens de uitvoering of een geschil tussen de opdrachtnemer en de gemeente, de gemeente Sint-Joost-ten-Node ertoe gehouden is om met de opdrachtnemer de nodige maatregelen te treffen naar aanleiding van dit incident of geschil ;

Overwegende dat het een opdracht tegen prijslijst betreft ;

Overwegende dat de bestelbonnen zullen worden opgesteld naargelang de noden van de

verschillende departementen van het gemeentebestuur waarop deze diensten betrekking hebben ;

Overwegende dat het bedrag van de opdracht wordt geraamd op 85.000,00 € inclusief BTW per jaar, hetzij 255.000,00 € inclusief BTW voor de drie jaar ;

Overwegende dat de kredieten die deze uitgave mogelijk maken, kunnen worden ingeschreven op de gewone begroting van het dienstjaar 2022, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting op de artikelen die eindigen op 123/07, er zal een inschrijving worden gevraagd op de gewone begroting van de volgende dienstjaren ;

Overwegende dat, rekening houdend met de bovengenoemde elementen, wordt voorgesteld om zich aan te sluiten bij de aankoopcentrale die door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek werd opgericht ;

Beslist :

- de aansluiting van de gemeente Sint-Joost-ten-Node bij de raamovereenkomst voor de aankoopcentrale betreffende de opdracht van postdiensten voor de jaren 2021 tot 2024 gegund door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, vanaf 01/01/2022, goed te keuren ;
- de voorwaarden vastgesteld in het kader van de opdracht goed te keuren en zonder voorbehoud het bestek aan te nemen ;
- het bedrijfsgeheim en de vertrouwelijkheid te eerbiedigen. Er mogen geen prijzen worden bekendgemaakt buiten de formaliteiten die in het kader van de bestuursrechtelijke procedures moeten worden vervuld ;
- de bestellingen rechtstreeks aan de opdrachtnemer te betalen binnen de termijn vermeld in het bestek en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in geen geval aansprakelijk te stellen voor het uitblijven van betaling. Op dezelfde wijze zijn de eventuele interesten bij laattijdige betaling uitsluitend ten laste van de gemeente Sint-Joost-ten-Node ;
- voldoende kredieten in te schrijven op de daartoe bestemde artikelen en op de artikelen die eindigen met 123/07 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2022 voor een geraamd jaarlijks bedrag van 85.000,00 € inclusief BTW, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting; voor de volgende dienstjaren zal een inschrijving op de gewone begroting worden gevraagd ;
- actief mee te werken aan elke vraag om evaluatie van de regeling ;
- de aanduiding van de firma Postalia Belgium BV (Easypost), Gustave Fachedreef 1, 7700 Moeskroen, als aankoopcentrale voor de opdracht gegund door de Gemeente Sint-Jan-Molenbeek, goed te keuren.

6 annexes / 6 bijlagen

Tutelle-Approbation 29-03-2021.pdf, Offre Easypost.pdf, Lettre attribution Postalia Belgium BV.pdf, 21-025 EASYPOST ONEPAGER MOLENBEEK ARNAUD WITTERS FR V02.pdf, Poste-Cah. des Charges.pdf, DC Molenbeek_désignation adjudicataire_signée_25-02-2021.pdf

15.12.2021/A/0009 **Mission Locale de Saint-Josse: vérification comptables de l'exercice 2020.**

Mesdames, Messieurs,

En vertu de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions versées aux associations en vue de promouvoir des activités utiles à l'intérêt général, nous avons procédé à la vérification comptable de l'association "La Mission Locale pour l'emploi de Saint-Josse asbl", afin de justifier le subsidie octroyé pour l'exercice 2020, à savoir 370.000,00€.

Le Collège des Bourgmestres et Échevins a approuvé la vérification comptable du compte de l'exercice 2020 de la "Mission Locale de Saint-Josse" asbl, en séance du 7/12/2021.

Cette vérification comptable, portant sur le bilan et le compte de résultat de l'année 2020 de l'association (voir annexes), donne lieu à un certain nombre de remarque (voir rapport analyse compte).

L'exercice 2020 se clôture avec une perte de 643.606,00 €.

En conséquence, nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous présenter pour information les documents relatifs au compte de l'exercice 2020 de "La Mission Locale pour l'emploi de Saint-Josse asbl", tels qu'ils se trouvent versés au dossier.

2 annexes / 2 bijlagen

BNB 2020 CA.pdf, ML_RAPPORT_C20.pdf

15.12.2021/A/0010 **Règlement d'ordre intérieur du Jardin de l'Abondance ; adoption.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117 ;

Considérant que le Jardin de l'Abondance constitue un jardin éducatif « Jardin de la Nature et de la Biodiversité », lequel est sis 31a, rue de l'Abondance à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que ce projet éducatif est un objectif du Plan Climat 2019-2024 ;

Considérant que ce projet a reçu un financement de la Politique de la Ville 2021-2025 ;

Considérant que de nombreuses activités ont déjà eu lieu dans ce jardin telles que la création d'un potager, la fabrication d'une cuisine nature, des plantations, la lecture d'histoires pour enfants, fabrication d'œuvres d'art en terre glaise, etc. ;

Considérant qu'afin d'en assurer sa viabilité ce jardin doit être respecté par toute personne venant participer à une activité ;

Considérant que la fragilité de l'écosystème nécessite la mise en place de règles strictes afin de préserver le jardin ;

Qu'à cet effet, il est nécessaire d'adopter un règlement d'ordre intérieur afin d'en fixer les règles d'utilisation ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Décide :

D'adopter le règlement d'ordre intérieur repris ci-après :

Article 1 : Demande d'utilisation du jardin

Toute personne morale ou association de personnes physiques peut introduire une demande d'utilisation du jardin auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins à l'aide d'un formulaire obtenu auprès du Service Eco-Conseil. L'activité proposée doit avoir un lien avec la thématique du développement durable et/ou notamment avec le jardin.

Les écoles communales (crèches, écoles maternelles, primaires et secondaires) doivent envoyer leurs demandes d'utilisation du jardin à chaque début de semestre scolaire ;

Les autres publics doivent envoyer leurs demandes d'utilisation du jardin minimum 15 jours ouvrables avant la date de l'activité.

Toutes les demandes doivent être faite par mail auprès du Service Eco-Conseil à l'adresse suivante : ecoconseil@sjtn.brussels. Les demandes par mail n'ayant pas annexé le formulaire ne seront pas traitées.

L'utilisation du jardin est gratuite.

Le responsable du groupe doit être majeur et s'assurer du respect du règlement d'ordre intérieur par son groupe.

Une copie du présent ROI sera annexée à la décision communale relative à la demande d'utilisation du jardin. Le ROI sera également affiché sur place.

Une activité devra respecter les plages horaires définies pour chaque type de public (cf art. 2). Toute exception sera soumise à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Avant le début de l'activité, le responsable du groupe découvre le jardin avec le Service Eco-Conseil : les différentes parties, l'esprit du jardin, les do's & don'ts (voir également ci-après).

Article 2 : Accès au jardin

En semaine et le matin, durant l'année scolaire, la priorité sera donnée aux écoles communales.

En semaine, durant l'année scolaire et les congés scolaires, les activités pourront se dérouler du lundi au vendredi entre 08h30 et 13h00.

Les après-midis et les week-ends, le jardin pourra être ouvert au grand public sous réserve d'une surveillance active et continue. Cette surveillance sera nécessaire afin de préserver le jardin pour le projet éducatif.

Lorsque le bâtiment est occupé par une école en travaux dans le cadre de l'opération tiroir, les horaires d'accès pour les publics cibles seront adaptés afin de laisser le jardin disponible pour les récréations.

Toute exception sera soumise à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 3 : Finalité du jardin et activités

Il s'agit d'un jardin pour la nature et la biodiversité : la flore et la faune peuvent s'y développer et doivent être respectées. C'est également un jardin éducatif pour apprendre en jouant.

Les activités pouvant être réalisées dans ce jardin doivent être compatibles avec son objectif et son esprit comme, par exemple, des activités de jardinage, observation/découverte de la nature, activités artistiques en lien avec la nature (land art, création de peintures végétales, etc.), bricolage, lecture d'histoires, yoga, etc.

Toute activité sportive et récréative incompatible avec le jardin éducatif sont interdites, telles que jouer au ballon, tout sport pouvant nuire au jardin, etc.

Article 4 : Respect du jardin et des locaux

Afin d'assurer la sécurité de votre groupe et le respect du jardin, la porte du jardin doit soit rester fermée lorsque vous êtes présents dans le jardin soit l'entrée doit être surveillée.

La nourriture et les boissons sont autorisées sur place. Évitez les déchets (p.ex. prendre une gourde au lieu d'une bouteille en plastique). Les déchets doivent être triés. Les déchets organiques doivent être déposés dans le compost (en n'y déposant que les déchets autorisés).

La nature doit être respectée

- Il est interdit de marcher dans les parterres.
- Il est interdit de casser ou d'arracher des branches, des feuilles, des plantes, ...
- Il est interdit de nourrir des pigeons ou des chats (la nourriture attirera des rats).

- Chiens et chats interdits.
- Le prélèvement de plantes aromatiques et de fruits est autorisé mais doit être fait avec parcimonie.
- Respecter le calme (p.ex. pas de musique forte).

Le matériel mis à disposition (outils de jardin, matériel digital et scientifique, etc.) doit être utilisé précautionneusement.

Avant de quitter les lieux, le jardin et les locaux doivent être remis en état : pas de déchets, remise du matériel à sa place (mobilier, matériel de jardin, ...), éteindre les lumières, fermer toutes les portes des locaux et du jardin.

Article 5 : Responsabilité

Le demandeur est responsable de la bonne tenue de l'activité et doit assurer la surveillance de son groupe, ainsi que le respect du présent règlement d'ordre intérieur. Il sera seul responsable de tout éventuel dommage commis par lui ou son groupe, tant à l'égard d'eux-mêmes, que de tiers ou du jardin éducatif.

Le règlement taxe sur les salissures et le règlement général de police sont applicables dans le jardin éducatif.

Article 6 : Entrée en vigueur

Le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur 5 jours après sa publication.

Huishoudelijk reglement voor de Tuin van Overvloed ; goedkeuring.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Overwegende dat de Tuin van Overvloed een educatieve tuin "Tuin voor de Natuur en de Biodiversiteit" vormt, gelegen Overvloedstraat 31a te 1210 Sint-Joost-ten-Node;

Overwegende dat dit educatieve project een doelstelling is van het Klimaatplan 2019-2024;

Overwegende dat dit project een financiering heeft ontvangen van het Stadsbeleid 2021-2025;

Overwegende dat in deze tuin reeds tal van activiteiten hebben plaatsgevonden, zoals de aanleg van een moestuin, tot stand brengen van een modderkeuken, aanplantingen, voorlezen van verhalen voor kinderen, vervaardigen van kunstwerken in klei, enz;

Overwegende dat om de levensvatbaarheid van de tuin te verzekeren, deze dient te worden gerespecteerd door alle personen die aan een activiteit komen deelnemen;

Overwegende dat de kwetsbaarheid van het ecosysteem de toepassing vereist van strikte regels voor het behoud van de tuin;

Dat het hiertoe noodzakelijk is een huishoudelijk reglement goed te keuren om de gebruiksregels ervan vast te stellen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

het hierna vermelde huishoudelijk reglement goed te keuren :

Artikel 1 : Aanvraag tot het gebruik van de tuin

Iedere rechtspersoon of vereniging van natuurlijke personen kan bij het College van Burgemeester en Schepenen een aanvraag indienen voor het gebruik van de tuin door middel van een formulier dat verkrijgbaar is bij de Dienst Eco-Raad. De voorgestelde activiteit dient verband te houden met het thema duurzame ontwikkeling en/of de tuin in het bijzonder.

De gemeentelijke scholen (crèches, kleuterscholen, lagere en middelbare scholen) moeten aan het begin van elk schoolsemester een aanvraag indienen tot gebruik van de tuin.

Andere groepen moeten hun aanvraag voor het gebruik van de tuin tenminste 15 werkdagen vóór de datum van de activiteit indienen.

Alle aanvragen moeten per e-mail worden gericht aan de Dienst Eco-Raad op het volgende adres: ecoraad@sjtn.brussels. Aanvragen per e-mail zonder het bijgevoegde formulier worden niet in behandeling genomen.

Het gebruik van de tuin is gratis.

De groepsverantwoordelijke dient meerderjarig te zijn en erop toe te zien dat de groep het huishoudelijk reglement naleeft.

Een kopie van dit huishoudelijk reglement zal worden bijgevoegd bij het gemeentelijke besluit over de aanvraag tot het gebruik van de tuin. Het huishoudelijk reglement zal eveneens ter plaatse worden aangeplakt.

Bij een activiteit moeten de uurroosters vastgesteld voor ieder type publiek in acht worden genomen (cf. art. 2).

Iedere uitzondering dient te worden goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen.

Voor het begin van de activiteit zal de groepsverantwoordelijke samen met de Dienst

Eco-Raad de tuin verkennen : de verschillende delen, het opzet van de tuin, de do's & don'ts (zie ook hieronder).

Artikel 2 : Toegang tot de tuin

Tijdens het schooljaar zal voorrang worden gegeven aan gemeentelijke scholen tijdens de week en in de ochtend.

Tijdens het schooljaar en de schoolvakanties kunnen de activiteiten plaatsvinden van maandag tot vrijdag tussen 8u30 en 13u00.

In de namiddag en in het weekend kan de tuin worden opengesteld voor het publiek, mits er de hele tijd een actief toezicht is. Dit toezicht is nodig om de tuin in orde te houden en te beschermen voor het educatieve project.

Wanneer het gebouw in gebruik is door een school waar in het kader van een gefaseerde operatie werken worden verricht, worden de toegangstijden voor de doelgroepen aangepast zodat de tuin beschikbaar blijft voor de speeltijden van de betreffende school.

Voor elke uitzondering is de goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen vereist.

Artikel 3 : Doel van de tuin en activiteiten

Het is een tuin voor de natuur en de biodiversiteit: fauna en flora mogen zich er ontwikkelen en moeten gerespecteerd worden. Het is tevens een educatieve tuin om al spelend te leren.

De activiteiten die in deze tuin mogen worden uitgeoefend, moeten verenigbaar zijn met de doelstelling en de geest ervan, zoals bijvoorbeeld tuinieren, natuurobservatie/ontdekking, artistieke activiteiten in verband met de natuur (land art, creatie van plantenschilderijen, enz.), knutselen, lezen van verhalen, yoga, enz.

Alle sportieve en recreatieve activiteiten die onverenigbaar zijn met de educatieve tuin zijn verboden, zoals met een bal spelen, alle sporten die de tuin kunnen beschadigen, enz.

Artikel 4 : Respecteren van de tuin en de lokalen

Voor de veiligheid van de groep en het respect voor de tuin, moet de deur van de tuin ofwel gesloten blijven tijdens uw aanwezigheid ofwel moet de ingang bewaakt worden.

Voedsel en drank zijn toegestaan op het terrein. Vermijd afval (bv. een drinkfles meebrengen in plaats van een plastic fles) Afval moet worden gesorteerd. Organisch afval kan in de compost worden gedeponereerd (enkel toegestaan afval deponeren).

De natuur dient te worden gerespecteerd :

- Het is verboden in de tuinperken te lopen.
- Het is verboden takken te breken of af te rukken, bladeren en bloemen te plukken ...
- Het is verboden duiven of katten te voederen (het voedsel zal ratten aantrekken).
- Honden en katten niet toegelaten.
- Het is toegelaten aromatische planten en fruit te plukken, maar zonder te overdrijven.
- Respecteer de kalmte (bv. geen luide muziek).

Het ter beschikking gestelde materiaal (tuingereedschap, digitaal en wetenschappelijk materiaal, enz.) moet met zorg worden gebruikt.

Voor het verlaten moeten de tuin en de lokalen in goede staat achtergelaten worden : geen afval, materiaal op zijn plaats (meubilair, tuingerief...), lichten doven en alle deuren sluiten van de lokalen en de tuin.

Artikel 5 : Aansprakelijkheid

De aanvrager is verantwoordelijk voor het goede verloop van de activiteit en dient het toezicht op zijn groep te verzekeren alsook de naleving van dit huishoudelijk reglement. Hij is als enige aansprakelijk voor eventuele schade die door hem of zijn groep wordt berokkend, hetzij aan zichzelf, hetzij aan derden of aan de educatieve tuin.

Het belastingreglement op vervuiling en het algemeen politiereglement zijn van toepassing in de educatieve tuin.

Artikel 6 : Inwerkingtreding

Dit huishoudelijk reglement treedt in werking 5 dagen na de bekendmaking ervan.

15.12.2021/A/0011 **Bien immeuble sis rue du Méridien, 29 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ; décision d'aliénation définitive.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 135 ;

Vu la Circulaire relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles du 22 décembre 2015 ;

Vu le Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019 ;

Considérant que la Commune est propriétaire du bien sis rue du Méridien, 29 à 1210 Saint-

Josse-ten-Noode :

Considérant que ce bien est une Maison de maître, construite vers 1907, à usage de bureaux avec trois niveaux hors sol, un niveau en infrastructure, une entrée cochère, un jardin et un bâtiment annexe en fond de parcelle pour une surface totale de 1.528 m² dont 1.150 m² de surface potentiellement valorisable ;

Considérant que ce bien est cadastré à Saint-Josse-ten-Noode, 1^{ère} Division, Section A, n° 432z3 ;

Considérant la situation financière de la commune, dont sa difficulté à faire face aux dépenses de fonctionnement et d'entretien du patrimoine locatif ;

Considérant la nécessité pour la commune de mettre en place un programme de rationalisation du patrimoine précité ;

Considérant que l'immeuble est dans un état de vétusté avancé et que les coûts d'une rénovation sont importants ;

Considérant que la Commune souhaite vendre ce bien ;

Considérant la demande d'estimation de la commune adressée au Comité d'acquisition de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 30 mars 2016 ;

Considérant la réponse du Comité d'acquisition précité en date du 12 avril 2016 par laquelle il nous informe qu'il n'est pas en mesure de traiter notre demande d'estimation du bien avant février 2021 ;

Considérant qu'à défaut de rapport d'estimation établi par le Comité d'acquisition précité, il peut être fait appel à un géomètre-expert ;

Considérant le rapport d'évaluation du géomètre-expert assermenté Denis PIERLOT du 28 juillet 2016, lequel estime la valeur vénale du bien dont question en vente libre à 805.000 euros ;

Considérant qu'une estimation n'est valable qu'une année ;

Que ce rapport d'évaluation a été actualisé en date du 3 octobre 2017 par le géomètre-expert précité et évalue la valeur vénale du bien concerné en vente libre à 735.000 euros ;

Considérant que ce rapport d'évaluation a, une nouvelle fois, été actualisée par le géomètre-expert précité en date du 27 juin 2019, lequel évalue la valeur vénale de ce bien en vente libre à 775.000 euros ;

Considérant que ce rapport d'évaluation a, une nouvelle fois, été actualisée par le Comité d'acquisition de la Région Bruxelles-Capitale en date du 18 novembre 2021, lequel évalue la valeur vénale de ce bien en vente libre à 794.000 euros ;

Considérant que la commune peut fixer un prix de vente supérieur au prix estimé ;

Considérant qu'il est loisible pour la commune de fixer le prix de vente à 805.000 euros ;

Considérant que ce prix de vente serait financièrement intéressant pour la commune dans la mesure où celui-ci est supérieur au prix d'estimation et, a fortiori, au prix du marché ;

Considérant que le bien doit faire l'objet de mesures de publicité dans un délai de 30 jours, lequel est déterminé par le Conseil ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

- De prendre pour décision définitive d'aliéner le bien immeuble sis rue du Méridien, 29 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, cadastré à Saint-Josse-ten-Noode, 1^{ère} Division, Section A, n° 432z3, pour un prix établi à 805.000 euros, sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle afférente à la présente décision ;
- De fixer le délai de 30 jours suivant lequel le bien doit être soumis aux mesures de publicité reprises à l'article 5 du Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019 à partir du 10 janvier 2022;
- D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente aliénation dont, et de manière non exhaustive, la

Onroerend goed gelegen Middaglijnstraat 29 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ; beslissing tot definitieve vervreemding.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135 ;

Gelet op de omzendbrief betreffende de aankoop of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen van 22 december 2015; ;

Gelet op het Reglement van onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019 ;

Overwegende dat de Gemeente eigenaar is van het goed gelegen Middaglijnstraat 29 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat dit goed een herenhuis is, gebouwd rond 1907, dat wordt gebruikt als kantoren met drie verdiepingen boven de grond, een infrastructuurniveau, een koetsingang, een tuin en een bijgebouw achteraan het perceel voor een totale oppervlakte van 1.528 m², waarvan 1.150 m² potentieel herwaardeerbare oppervlakte;

Overwegende dat dit goed gekadastraerd is te Sint-Joost-ten-Node, 1^{ste} Afdeling, Sectie A, nr. 432z3 ;

Overwegende de financiële situatie van de gemeente, waaronder haar moeilijkheid om de werkings- en onderhoudsuitgaven van het huurpatrimonium het hoofd te bieden;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om een programma tot stand te brengen voor de rationalisering van het voornoemde patrimonium;

Overwegende dat het gebouw in een gevorderde staat van veroudering verkeert en dat de kosten voor een renovatie aanzienlijk zijn;

Overwegende dat de Gemeente dit goed wenst te verkopen;

Overwegende het verzoek om een schatting van de gemeente dat op 30 maart 2016 werd verzonden naar het Aankoopcomité van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende het antwoord van het bovenvermelde Aankoopcomité van 12 april 2016 waarin ons wordt geïnformeerd dat het niet in de mogelijkheid is om ons verzoek om een schatting van het goed vóór februari 2021 te behandelen;

Overwegende dat bij gebreke van een schattingsverslag opgesteld door het bovengenoemde Aankoopcomité, een beroep kan worden gedaan op een meetkundig schatter ;

Overwegende het evaluatierapport van de erkende meetkundig schatter Denis PIERLOT van 28 juli 2016, waarin de handelswaarde van het betreffende onroerend goed in vrije verkoop wordt geschat op 805.000 euro;

Overwegende dat een schatting slechts één jaar geldig is;

Dat dit evaluatierapport op 3 oktober 2017 door de bovengenoemde meetkundig schatter werd geactualiseerd en de handelswaarde van het betreffende goed voor vrije verkoop evalueert op 735.000 euro;

Overwegende dat dit evaluatierapport op 27 juni 2019 opnieuw werd geactualiseerd door de bovengenoemde meetkundig schatter, die de handelswaarde van het betreffende goed in vrije verkoop raamt op 775.000 euro;

Overwegende dat dit evaluatierapport op 18 november 2022 opnieuw werd geactualiseerd door, het Aankoopcomité van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; die de handelswaarde van het betreffende goed in vrije verkoop raamt op 794.000 euro;

Overwegende dat de gemeente een verkoopprijs kan vaststellen die hoger ligt dan de geschatte prijs ;

Overwegende dat het de gemeente toegestaan is om de verkoopprijs vast te stellen op 805.000 euro;

Overwegende dat deze verkoopprijs financieel interessant zou zijn voor de gemeente aangezien deze hoger ligt dan de geschatte prijs en, a fortiori, de marktprijs;

Overwegende dat het goed het voorwerp dient uit te maken van regelen van

openbaarmaking binnen een door de Raad vastgestelde termijn van 30 dagen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Beslist :

- Om een definitieve beslissing te nemen tot vervreemding van het onroerend goed gelegen Middaglijn 29 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, gekadastréerd te Sint-Joost-ten-Node, 1ste afdeling, Sectie A, nr. 432z3, voor een prijs vastgesteld op 805.000 euro, onder voorbehoud van de beslissing van de toezichthoudende overheid met betrekking tot dit besluit;
- Om de termijn van 30 dagen vast te stellen vanaf 10 januari 2022 waarin het goed dient te worden onderworpen aan de regelen van openbaarmaking vermeld in artikel 5 van het Reglement voor de onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019.
- Om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, toe te staan om de handelingen van allerlei aard met betrekking tot deze aankoop te realiseren waaronder, niet exhaustief, de ondertekening van de eventuele voorlopige koopakte en de latere verkoopakte.

4 annexes / 4 bijlagen

méridien 29 est.2019.pdf, méridien 29 est.2016.pdf, méridien 29 est.2017.pdf, méridien 29 est.2021.pdf

15.12.2021/A/0012 **Conclusion d'une convention entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et les Pouvoirs organisateurs des écoles du réseau d'enseignement libre confessionnel de Saint-Josse-ten-Noode dans le cadre du décret du 7 juin 2001 relatif aux avantages sociaux - Année 2021.**

Le Conseil,

Vu le décret du 7 juin 2001 relatif aux avantages sociaux, articles 1 à 3 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 décembre 2001 portant application de l'article 3 du décret du 7 juin 2001 relatif aux avantages sociaux ;

Vu la circulaire n°2158 de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 22 janvier 2008 ayant pour objet les avantages sociaux année civile 2006, 2007, 2008 et suivantes ;

Vu la circulaire n°2159 de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 22 janvier 2008 ayant pour objet les avantages sociaux année civile 2006, 2007, 2008 et suivantes ;

Considérant que les écoles communales fondamentales francophones bénéficient d'un subside octroyé par l'O.N.E. (anciennement F.E.S.C.) à l'asbl A.I.S.S.J. pour les traitements des surveillants de garderie ;

Considérant que les écoles des différents réseaux d'enseignement présents sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode peuvent prétendre au même bénéfice sur base du décret précité pour autant qu'elles en fassent la demande ;

Considérant que les Pouvoirs organisateurs des écoles du réseau d'enseignement libre confessionnel présents sur ledit territoire en ont expressément fait la demande ;

Vu la nécessité de conclure une convention entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et les Pouvoirs organisateurs des écoles du réseau d'enseignement libre confessionnel présentes sur ledit territoire en vue de répondre à cette demande ;

Vu la nécessité de modifier la convention existante afin de la mettre en conformité avec la législation en vigueur ;

Décide :

- de la conclusion d'une telle convention entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et les Pouvoirs organisateurs des écoles fondamentales libres confessionnelles de Saint-Josse-ten-Noode, à savoir, Institut La Sagesse-Philomène, l'Institut des Dames de Marie et l'Institut Saint-Louis ;

- de modifier la convention existante afin de la mettre en conformité avec la législation en vigueur ;

- de l'octroi d'un avantage social, pour l'année 2021 (du 1^{er} janvier au 30 juin 2021 et du 1^{er} septembre au 31 décembre 2021), aux écoles fondamentales libres confessionnelles pour la rémunération des surveillants de garderie recrutés par les Pouvoirs organisateurs desdites écoles, de la manière suivante :

- **Institut La Sagesse-Philomène**, rue Potagère 74 à 1210 Bruxelles, compte de l'asbl Institut de la Sagesse : BE13 7320 0814 6839.

Avance sur la rémunération de 2 surveillant(e)s de garderie mi-temps : **19.000 €**

- **Institut des Dames de Marie**, chaussée de Haecht 68, compte de l'Institut des Dames de Marie : BE86 1915 3109 3150.

Avance sur la rémunération de 2 surveillant(e)s de garderie 25 heures par semaine: **25.000 €**

- **Institut Saint-Louis**, rue de Verviers 18, compte de la section primaire Saint-Louis : BE 068-2142494-82

Avance sur la rémunération de 3 surveillant(e)s de garderie mi-temps : **31.000 €**

Montant total : 75.000 €

Article budgétaire 7020/443/01 de l'exercice 2021.

3 annexes / 3 bijlagen

Convention entre Commune et écoles du libre - version 2021 ancienne.pdf, Convention entre Commune et écoles du libre - version 2021 modifiée.pdf, Convention entre Commune et écoles du libre - Version 2021 finale.pdf

15.12.2021/A/0013 **Association sans but lucratif "Promotion Sportive Saint-Josse-ten-Noode";
Modification des statuts; approbation.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu les statuts coordonnés de l'association sans but lucratif « Promotion sportive Saint-Josse-ten-Noode » ;

Vu le nouveau Code des sociétés et des associations du 23 mars 2019 ;

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Considérant que l'association précitée est une ASBL communale ;

Vu l'obligation de l'asbl « Promotion Sportive Saint-Josse-ten-Noode » de modifier ses statuts sociaux tenant compte :

- de l'article 100 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 précitée imposant aux associations sans but lucratif communales de mettre leurs statuts en conformité avec l'ordonnance et de se conformer aux autres obligations établies par celle-ci dans un délai maximal de 27 mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance à savoir avant le 1^{er} décembre 2020 ;

- d'une mise en conformité avec les nouvelles règles imposées par le nouveau Code des Sociétés et des associations ;

- de quelques adaptations de forme et de simplification administrative;

Vu le projet de statuts reprenant les modifications proposées;

Vu la convocation à l'assemblée générale extraordinaire de l'asbl « Promotion Sportive Saint-Josse-ten-Noode » et l'ordre du jour y annexé;

Considérant qu'il y a lieu de se prononcer sur une telle modification statutaire ;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

- D'approuver la modification des statuts de l'asbl « Promotion Sportive Saint-Josse-ten-Noode » telle que transmise au Collège des Bourgmestre et Echevins et reprise en annexe ;
- De transmettre la présente délibération à l'asbl « Promotion sportive Saint-Josse-ten-Noode ».

**Vereniging zonder winstoogmerk « Promotion sportive Saint-Josse-ten-Noode » ;
Wijziging van de statuten ; goedkeuring.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ; Gelet op de gecoördineerde statuten van de vzw "Promotion sportive Saint-Josse-ten-Noode" ;

Gelet op het nieuwe Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen van 23 maart 2019;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Overwegende dat de voornoemde vereniging een gemeentelijke vzw is ;

Gelet op de verplichting van de vzw "Promotion Sportive Saint-Josse-ten-Noode" om haar sociale statuten te wijzigen, rekening houdend met :

- artikel 100 van de voornoemde ordonnantie van 5 juli 2018, waarbij de gemeentelijke verenigingen zonder winstoogmerk worden verplicht hun statuten in overeenstemming te brengen met de ordonnantie en te voldoen aan de andere verplichtingen die door deze ordonnantie zijn vastgesteld binnen een termijn van maximaal 27 maanden vanaf de inwerkingtreding van deze ordonnantie, namelijk vóór 1 december 2020 ;

- het in overeenstemming brengen van de nieuwe regels opgelegd door het nieuwe Wetboek van vennootschappen en verenigingen ;

- enkele formele aanpassingen en administratieve vereenvoudigingen ;

Gelet op de ontwerpstatuten waarin de voorgestelde wijzigingen werden opgenomen ;

Gelet op de uitnodiging voor de buitengewone algemene vergadering van de vzw "Promotion Sportive Saint-Josse-ten-Noode" en de agenda die erbij werd gevoegd ;

Overwegende dat er een besluit dient te worden genomen over een dergelijke statutaire wijziging

;
Op
voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

- Om de wijziging goed te keuren van de statuten van de vzw « Promotion Sportive Saint-Josse-ten-Noode » zoals doorgezonden naar het College van Burgemeester en Schepenen en opgenomen in de bijlage ;

- Om deze beraadslaging over te zenden naar de vzw « Promotion sportive Saint-Josse-ten- Noode ».

3 annexes / 3 bijlagen

Promotion sportive Saint-Josse-ten-Noode - statuts NL.docx, Promotion Sportive Saint-Josse-ten-Noode - copie des statuts publiés.pdf, Promotion Sportive-Saint-Josse-ten-Noode - statuts à jour.docx

15.12.2021/A/0014

Département Relation Internationale et Coopération : Octroi d'un subside à l'Asbl "Les Petits Barons" Tanger-Maroc pour participer au financement d'un projet de soutien scolaire et sensibilisation à l'environnement au profit des enfants défavorisés.

Le Conseil Communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 juin 2021, allouant un crédit de 2.00,00 € au service ordinaire du budget 2021 à l'article 1500/332-02 en vue d'octroyer un subside aux associations à l'étranger;

Considérant la Politique internationale de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant le rôle actif de la Commune dans le domaine de la Coopération au développement ;

Considérant qu'une demande de subsides a été faite par l'asbl Les Petits Barons en soutien au frais relatifs au projet «Création des classes de soutien scolaire et sensibilisation à l'environnement au profit des enfants défavorisés à Tanger, au Maroc». Ce projet a pour objectif de favoriser la réussite scolaire des élèves des quartiers défavorisés et les sensibiliser aux questions environnementales . La mise en place de cette structure d'accueil contribuera à améliorer l'apprentissage scolaire de ces enfants et à les soutenir dans les difficultés qu'elles rencontrent quotidiennement; Attendu que le subside est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément à l'article 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983.

Décide,

D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Échevins à octroyer un subside de 2.000,00€ au nom de l'asbl Les Petits Barons, Siège social : 2364 Quartier JBILAT C / 90 000 Tanger – Maroc;

D'autoriser Monsieur le Receveur communal à liquider le montant de 2000€, à l'association telle que détaillée ci-dessous, sur l'article budgétaire 1500/332-02 du budget ordinaire de 2021 :

Association "Les Petits Barons"

RIB: 164 640 21116 4339584 000 1 70

Departement Internationale Relaties en Samenwerking : Toekenning van een subsidie aan de vzw "Les Petits Barons" Tanger-Marokko om deel te nemen aan de financiering van een project voor schoolbegeleiding en bewustmaking rond leefmilieu voor kansarme kinderen.

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23 juni 2021, waarbij een krediet van 2.000,00 € wordt toegewezen aan de gewone dienst van de begroting 2021 op artikel 1500/332-02 met het oog op de toekenning van een subsidie aan verenigingen in het buitenland;

Overwegende het Internationale beleid van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node;

Overwegende de actieve rol van de Gemeente op het vlak van Ontwikkelingssamenwerking;

Overwegende dat een subsidieaanvraag werd ingediend door de vzw "Les Petits Barons" ter ondersteuning van de kosten in verband met het project "Oprichting van schoolbegeleidingsklassen en bewustmaking rond leefmilieu voor kansarme kinderen in Tanger, Marokko". Het doel van dit project is om het slagen op school van leerlingen uit achtergestelde wijken te bevorderen en hen bewust te maken rond milieukwesties. De oprichting van deze opvangstructuur zal bijdragen tot een verbetering van het leerproces van deze kinderen en hen steunen bij de moeilijkheden waarmee zij dagelijks te kampen hebben;

Overwegende dat de subsidie uitsluitend bestemd is voor de doelstellingen die door genoemde vereniging worden nagestreefd overeenkomstig artikel 3 en 4 van de wet van 14 november 1983.

Beslist,

Om het College van Burgemeester en Schepenen toe te staan om een subsidie toe te kennen van 2.000,00€ op naam van de vzw "Les Petits Barons", Maatschappelijke zetel : 2364 Wijk JBILAT C / 90 000 Tanger – Marokko;

Om Mijnheer de Gemeenteontvanger toe te staan het bedrag van 2000€ uit te betalen aan de vereniging zoals hieronder omschreven, op begrotingsartikel 1500/332-02 van de gewone begroting 2021 :

Vereniging "Les Petits Barons"

RIP: 164 640 21116 4339584 000 1 70

SWIFT-code : BCPOMAMC

4 annexes / 4 bijlagen

Courrier Les Petits Barons Tanger_demande de subside Commune de St Josse-Ten-Noode 25Oct2021-1.pdf, Conseil FR et NL_subsidies communaux 2021_avec tableau en annexe_21-06-23.pdf, Identité Bancaire.jpg, Les statuts des Petits Barons Arabe et Français .pdf

de manière ludique et pédagogique; octroi.

Le Conseil communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Conseil communal du 24 mars 2021, adoptant le budget ordinaire de l'exercice 2021 et la répartition des subsides votée par le Conseil communal du 23 juin 2021 qui a inscrit un crédit de € 3.650,00 au service ordinaire du budget 2021 (article 8400/332-02 dont le libellé est "Actions Sociales et Citoyennes, Subside aux organismes au service des Ménages") en vue d'octroyer un subside aux associations;

Vu qu'une demande de subsides a été faite par l'asbl Objectif Bien-Être au frais relatifs au projet de soutien scolaire en néerlandais de manière ludique et pédagogique;

Attendu que le subside est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément à l'article 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983;

Décide :

d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à octroyer un subside de € 650,00 à Objectif Bien-Être asbl, rue Verte, 39 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, sur le numéro de compte BE05 3631 9313 0575 sous la référence "projet soutien scolaire néerlandais";

sous réserve de la restitution de la partie de subvention non-justifiée, conformément à l'article 7, alinéa 1 et 2 de la loi du 14 novembre 1983;

sous réserve du texte législatif repris dans la circulaire régionale du 31 juillet 2006, relative à l'élaboration des budgets communaux 2007 et des plans pluriannuels de gestion, selon laquelle "Les Communes veilleront à appliquer les dispositions reprises par la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions. Par ailleurs, elles ajusteront le subside en fonction du compte de résultats de l'association afin que celle-ci ne dégage pas de bénéfice grâce à la contribution communale";

d'imputer la dépense à l'article 8400/332-02 du budget ordinaire 2021.

Subsidie aan vzw Objectif Bien-Être voor het bijlesproject Nederlands op een leuke en leerzame manier; toekenning.

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 24 maart 2021, tot goedkeuring van de gewone begroting van dienstjaar 2021 en de verdeling van de subsidies gestemd door de Gemeenteraad van 23 juni 2021 die een krediet van € 3.650,00 heeft ingeschreven op de gewone dienst van de begroting 2021 (artikel 8400/332-02 met de omschrijving "Sociale- en burgeracties, Subsidie aan instellingen ten dienste van de gezinnen") teneinde een subsidie toe te kennen aan de verenigingen;

Gelet op het feit dat een subsidieaanvraag werd gedaan door de vzw Objectif Bien-Être als steun in de kosten voor het bijlesproject Nederlands op een leuke en leerzame manier;

Overwegende dat de subsidie uitsluitend is bestemd voor de doelstellingen beoogd door de betreffende vereniging overeenkomstig artikel 3 en 4 van de wet van 14 november 1983.

Beslist :

toelating aan het College van Burgemeester en Schepenen te geven om het subsidiebedrag van € 650,00 toe te kennen aan de vzw Objectif Bien-Être, Groenstraat, 39 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, op het rekeningnummer BE05 3631 9313 0575 onder de referentie "bijlesproject Nederlands";

onder voorbehoud van terugbetaling van het niet-gerechvaardigde gedeelte van de toelage, overeenkomstig artikel 7, lid 1 en 2 van de wet van 14 november 1983;

onder voorbehoud van de wettekst opgenomen in de gewestelijke omzendbrief van 31 juli 2006, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen 2007 en de meerjarenbeheerplannen, volgens dewelke "De Gemeenten moeten ervoor zorgen dat ze de bepalingen toepassen die zijn vervat in de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen. Zij dienen overigens de subsidie aan te passen volgens de resultaten van de vereniging, om te vermijden dat deze winst zou boeken dankzij de gemeentelijke toelage";

om de uitgave te boeken op artikel 8400/332-02 van de gewone begroting 2021.

4 annexes / 4 bijlagen

Fiche descriptive du projet.pdf, Attestation bancaire.pdf, RC octroi.pdf, Statuts.pdf

15.12.2021/A/0016 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestres et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1^oa de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1^oa van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

3 annexes / 3 bijlagen

Info Conseil - Collège 30.11.21.pdf, Info Conseil - Collège du 07.12.2017.pdf, Info Conseil - Collège 23.11.21.pdf